LA RÉSOLUTION 678 (1990)
PEUT-ELLE LÉGITIMER
LES ACTIONS ARMÉES MENÉES
CONTRE L'IRAQ POSTÉRIEUREMENT
À L'ADOPTION DE LA RÉSOLUTION 687
(1991)? (*)

PAR

Catherine DENIS

ASPIRANT FNRS,
ATTACHÉ AU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL
DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

INTRODUCTION

1. Le 29 novembre 1990, le Conseil de sécurité adoptait le résolution 678 (1), par laquelle,

«[il a]utorise les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées conformément au paragraphe 1 ci-dessus, à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) et toutes les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région» (2).

Par cette mesure, le Conseil de sécurité franchit une nouvelle étape dans le conflit iraquien (3). Ainsi, après avoir décrété des sanctions économiques (4), il «autorise» implicitement les États qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien — «les coalisés» — à recourir à la force à l'encontre de l'Iraq. Les hostilités éclatent le 16 janvier 1991. Le Koweït sera libéré en

(*) La présente contribution constitue une version corrigée du mémoire de D.E.A. en droit international de l'auteur. Par ailleurs, l'auteur tient à remercier N. Angelet, O. Corten et Jean Salmon pour leurs relectures attentives et critiques.

(1) Adoptée par 12 voix contre 2 (Cuba, Yémen) et une abstention (Chine).

(2) Rés. S/678 (1990), 29 novembre 1990, § 2 (annexe 1).

(3) Pour un rappel de ces différentes étapes, voir GUILLAUME, G., «Le conflit entre l'Irak et le Koweït (1990)», in *Les grandes crises internationales et le droit*, Paris, Éd. du Seuil, 1994, pp. 257 et s.

(4) Rés. S/661 (1990), 6 août 1990; Rés. S/665 (1990), 25 août 1990; Rés. S/666 (1990), 13 septembre 1990; Rés. S/670 (1990), 25 septembre 1990.

moins de quarante-deux jours et l'Iraq s'engagera à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité (5).

Par la résolution 686 du 2 mars 1991 (6), le Conseil de sécurité suspendra les opérations militaires. Enfin, il fixera les conditions d'un cessez-le-feu dans la résolution 687 du 3 avril 1991 (7). Ainsi, s'achève — du moins officiellement — ce que l'on a pu appeler la deuxième guerre du Golfe.

2. Cependant, depuis ce 3 avril 1991, pas une année n'a pu s'écouler sans que la presse ne fasse état de frappes aériennes, ou de menaces de tels actes, à l'encontre de l'Iraq.

Ainsi, dès le 17 avril 1991, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France ainsi que d'autres pays lancent l'opération *Provide Comfort*: ils déploient leurs forces armées au nord de l'Iraq pour y instaurer des « zones de sécurité » (*safe havens*), ces dernières tombant sous la protection des troupes coalisées et devenant inaccessibles aux forces iraqiennes (8). En réalité, les forces coalisées ont profité de cette occasion pour étendre la zone de sécurité prévue initialement par la résolution 687 (9).

Un an plus tard, le 27 août 1992, les mêmes États lancent l'opération *Surveillance du Sud*, similaire à la précédente, afin d'établir et de protéger militairement une zone d'exclusion aérienne au sud du 32° parallèle (10). Dans les deux cas, les puissances coalisées n'ont pas fondé la licéité de leurs interventions sur la résolution 678. Ils ont plutôt invoqué (11) une prétendue habilitation de la résolution 688 (12). Une partie de la doctrine (13) a toutefois soutenu que les États participant à cette opération pouvaient toujours invoquer l'habilitation conférée par la résolution 678 pour mener de telles opérations.

(5) Pour une chronologie de ces événements, consulter *Keesing's Record of World Events*, vol. 37, n° 2, février 1991, p. 37990.

(6) Rés. S/686 (1991), 2 mars 1991 (annexe 1).

(7) Rés. S/687 (1991), 3 avril 1991, (annexe 2).

(8) *Keesing's Record of World Events*, vol. 37, n° 4, avril 1991, pp. 38126 et s.; pour un descriptif des opérations militaires, voir DOMESTICI-MET, M.-J., « L'aide aux Kurdes d'Irak, un tournant dans la technique d'aide? », in *Nouvel ordre mondial et droits de l'homme*, Paris, Ed. Publisud, 1993, p. 48; Général LEPAGE, M., « L'opération libage dans l'opération *Provide Comfort* », in *Nouvel ordre mondial et droits de l'homme*, Paris, Ed. Publisud, 1993, pp. 57 et s.

(9) Rés. S/687 (1991), § 5; voir notamment DOMESTICI-MET, M.-J., « L'aide aux Kurdes d'Irak, un tournant dans la technique d'aide? », *loc. cit.*, p. 54.

(10) *Keesing's Record of World Events*, vol. 38, n° 7-8, août 1992, p. 39068.

(11) *Le Monde*, 9-10 août 1992, p. 4; *Le Soir*, 27 août 1992, p. 5; voir également BETTATI, M., « Un droit d'ingérence? », *R.G.D.I.P.*, 1991, p. 644, note 5; DAEMS, A., « L'absence de base juridique de l'opération *Provide Comfort* et la pratique belge en matière d'intervention armée 'à but humanitaire' », *R.B.D.I.*, 1992, pp. 266-267.

(12) Rés. S/688 (1991), 5 avril 1991.

(13) SCHACHTER, O., « United Nations Law in the Gulf conflict », *A.J.I.L.*, 1991, p. 469; TORELLI, M., « La dimension humanitaire de la sécurité internationale », in *Le développement du rôle du Conseil de sécurité : peace-keeping and peace-building*, Colloque 21-23 juillet 1992, Académie de droit international de La Haye, Dordrecht/Boston/London, Martinus Nijhoff Publishers, 1993, p. 203.

Cette même année 1992 est également marquée par de graves tensions suite au refus du gouvernement iraquien de permettre l'accès de certains sites aux missions d'inspection des Nations Unies. Les États-Unis et la Grande-Bretagne menacent directement de recourir à la force (14). Les Britanniques estiment alors que le vote d'une nouvelle résolution autorisant l'utilisation de la force n'est pas nécessaire, la résolution 687 constituant une base d'action suffisante (15). Quant à la France, elle pense au contraire qu'il serait « important » d'en obtenir une nouvelle (16). Plus tard, en décembre, un avion militaire américain abat un avion iraquien qui survolait la zone d'exclusion aérienne au sud du 32° parallèle (17).

3. En janvier 1993, arguant à nouveau d'une violation par l'Iraq de la zone démilitarisée, les États-Unis, la Grande-Bretagne et, dans un premier temps, la France lancent des raids aériens dans le sud de l'Iraq (18). La plupart des États, et même le Secrétaire général, semblent considérer que ces actions s'inscrivent tout à fait dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité. Ainsi, dans un communiqué de presse du 14 janvier 1993 (19), le Secrétaire général indique que les États en question, en réaction à une violation de la résolution 687, ont agi dans le cadre de l'habilitation de la résolution 678. De même, les États-Unis et la Grande-Bretagne fondent leurs actions sur la violation de la résolution 687, la France allant jusqu'à indiquer qu'ils agissent dans le cadre de l'autorisation donnée par la résolution 678 (20). Cependant, la France semble rapidement se départir de cette position. Ainsi, le Ministre des Affaires étrangères français, R. Dumas, va déclarer à l'issue du Conseil des ministres qu'en bombardant la banlieue de Bagdad, les États-Unis ont outrepassé le mandat des Nations Unies (21). De même, ces frappes aériennes seront condamnées par la Russie et par des pays arabes qui ont participé à la coalition de 1991 (22).

Le mois d'octobre 1994 est marqué par le déploiement massif de troupes iraqiennes le long de la frontière iraquo-koweïtienne. La France, d'une part, et les États-Unis et la Grande-Bretagne, de l'autre, adoptent à nou-

(14) *Keesing's Record of World Events*, vol. 38, n° 7-8, juillet 1992, p. 39026.

(15) *Le Monde*, 27 juillet 1992, p. 4.

(16) *Ibidem*. On notera que, par l'utilisation du terme « important », la France n'affirme pas clairement qu'une action militaire menée en-dehors de toute nouvelle autorisation décidée par le Conseil de sécurité serait illicite.

(17) *Keesing's Record of World Events*, vol. 38, n° 12, décembre 1992, p. 39247.

(18) Voir STERN, B., *Guerre du Golfe — le dossier d'une crise internationale 1990-1992*, Paris, Ed. La documentation française, 1993, pp. 408 et s.

(19) Communiqué de presse des Nations Unies, 14 janvier 1993, in WELLER, M., *Iraq and Kuwait : the hostilities and their aftermath*, Cambridge International Documents Series, Volume 3, Cambridge, Grotius Publications Ltd, 1993, p. 741, § 17.

(20) Voir les différents extraits de presse cités in WELLER, M., *loc. cit.*, p. 737, § 12, p. 744, § 19, p. 746, § 21.

(21) WELLER, M., *loc. cit.*, p. 751.

(22) *Keesing's Record of World Events*, vol. 39, n° 1, janvier 1993, p. 39292; GRESH, A., « Les États-Unis fortifient leur emprise militaire », *Le Monde diplomatique*, février 1993, p. 3.

veau des positions opposées : la première considère qu'il n'y a pas à proprement parler de violation de résolutions du Conseil de sécurité ; quant aux seconds, ils préparent leurs forces militaires à intervenir (23). Cette crise donnera lieu à l'adoption de la résolution 949 (24) du Conseil de sécurité que nous analyserons ultérieurement.

Ensuite, en septembre 1996, les États-Unis lancent à nouveau des frappes aériennes contre des objectifs militaires en Iraq, officiellement pour protéger la population kurde (25). Le principal argument invoqué est celui de réduire la capacité de l'Iraq à menacer ses voisins et les intérêts des États-Unis, mais aussi « d'assurer la sécurité et la stabilité de la région ainsi que la libre circulation du pétrole dans le monde » (26). La résolution 678 ne semble donc pas être directement invoquée. Ces nouvelles frappes aériennes ne sont pas très bien accueillies par la communauté internationale. Ainsi, la Russie qualifie « d'inacceptable et d'inappropriée » l'opération militaire américaine (27). De même, la Syrie — ancien membre de l'alliance de 1991 — estime cette intervention « contraire aux principes de l'ONU » (28). Quant à la France (29), l'Espagne, l'Italie et la Belgique, ils prennent leur distance par rapport à ces actions (30). Seule la Grande-Bretagne, fidèle alliée des États-Unis, a intégralement soutenu ces actions (31).

4. Deux ans plus tard lors de la « crise des sites présidentiels » (32), les États-Unis menacent une nouvelle fois de recourir à la force armée contre l'Iraq s'il ne se conformait pas aux résolutions du Conseil de sécurité et, principalement, à la résolution 687 (1991) (33). La France (34) et la Rus-

(23) *Keesing's Record of World Events*, vol. 40, n° 10, octobre 1994, p. 40255.

(24) Rés. S/949 (1994), 15 octobre 1994.

(25) TORRELLI, M., « Chronique des faits internationaux : Irak : la guerre pour faire respecter le droit international », *R.G.D.I.P.*, 1996, p. 1047.

(26) *Le Monde*, 5 septembre 1996, p. 2 ; également Intervention du président des États-Unis, William Clinton (extraits), Washington, 3 septembre 1996, in *Documents d'actualité internationale*, n° 20, 15 octobre 1996, p. 836, § 382.

(27) *Ibidem* ; *Keesing's Record of World Events*, vol.42, n° 9, septembre 1996, p. 41297.

(28) *Ibidem*.

(29) *Keesing's Record of World Events*, vol.42, n° 9, septembre 1996, p. 41297.

(30) *Le Monde*, 5 septembre 1996, p. 2.

(31) *Keesing's Record of World Events*, vol. 42, n° 9, septembre 1996, p. 41297.

(32) Cette crise débute en octobre 1997 lorsque le gouvernement de Bagdad refuse l'accès de certains sites aux inspecteurs de l'UNSCOM — la mission d'inspection des Nations Unies ; voir *Keesing's Record of World Events*, vol. 43, n° 10, octobre 1997, p. 41888 ; *Keesing's Record of World Events*, vol. 43, n° 11, novembre 1997, p. 41938 ; *Keesing's Record of World Events*, vol. 43, n° 12, décembre 1997, p. 41980 ; *Keesing's Record of World Events*, vol. 44, n° 1, janvier 1998, p. 42042 ; DE LA GORCE, P.-M., « Les déconvenues de la croisade américaine contre Bagdad », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, p. 8.

(33) Voir *Keesing's Record of World Events*, vol. 44, n° 1, janvier 1998, p. 42042 ; notamment *Le Monde* du 2 février 1998, du 14 février 1998 et du 19 février 1998 ; déclaration du président des États-Unis, William Clinton, Washington, 23 février 1998, *Documents d'actualité internationale*, n° 7, 1^{er} avril 1998, p. 216, § 104.

(34) Voir notamment le site internet « La France et la crise des sites présidentiels en Iraq », <http://www.france.diplomatie.fr/iraq.html>.

sie (35) ont prôné une solution diplomatique du problème, cette dernière ayant même menacé d'opposer son veto au Conseil de sécurité à tout projet de résolution prévoyant le recours à la force (36). La crise a été dénouée par la conclusion d'un Mémorandum d'accord entre l'Iraq et le Secrétaire général, Kofi Annan, ainsi que par l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1154 (1998) (37) dont nous reparlerons.

Enfin, les mois d'octobre et de novembre 1998, sont également marqués par une nouvelle escalade de tension entre Bagdad et les inspecteurs de l'UNSCOM. Le conflit finalement éclatera, en cette fin d'année 1998, suite au rapport négatif du chef de l'UNSCOM, Richard Butler, qui conclut que l'Iraq « n'a pas fourni la pleine coopération promise » (38). Les États-Unis et la Grande-Bretagne décident, le 17 décembre, de lancer l'opération *Renard du Désert* et de bombarder des objectifs dits stratégiques en Iraq. Ils ont prétendu fonder leur action sur les résolutions du Conseil de sécurité et ils ont indiqué que le but poursuivi était « d'attaquer les programmes d'armement nucléaires, chimiques et biologiques de l'Iraq et sa capacité militaire à menacer ses voisins » (39). La réaction des autres États ne s'est pas fait attendre: la Russie et la Chine ont vivement condamné ces frappes militaires, considérant que seul le Conseil de sécurité pouvait prendre une telle décision (40); la France a adopté une position plus mitigée en ne condamnant pas vraiment ces actes mais en ne les approuvant pas non plus (41); quant aux autres pays européens et arabes (42), ils ont pour la plupart déplorés ces bombardement. Enfin, le Secrétaire général des Nations Unies a exprimé sa profonde déception en déclarant qu'il s'agissait « d'un triste jour pour les Nations Unies et le monde » (43).

5. On le constate donc au travers de ces exemples: certains États — et principalement les États-Unis et la Grande-Bretagne — ont continué à recourir à la force contre l'Iraq après la libération du Koweït en 1991. Pour justifier de leurs actions militaires, ils ont tour à tour invoqué des interprétations extensives de la résolution 678, de la résolution 686, de la résolution 687 et ensuite des résolutions subséquentes adoptées par le Conseil de sécurité en la matière. L'épine dorsale de leur argumentation est de considé-

(35) Voir notamment la déclaration commune Iraq/Russie, Moscou, 20 novembre 1997, *Documents d'actualité internationale*, n° 1, 1^{er} janvier 1998, p. 28, § 11.

(36) *Le Monde*, 10 février 1998, p. 4.

(37) Rés. S/1154 (1998), 2 mars 1998.

(38) Voir notamment *Le Monde*, 18 décembre 1998, p. 3.

(39) Voir le discours du président des États-Unis, William Clinton sur le site internet <http://state.gov/www/regions/nea/usquotes.html>, ainsi que les propos tenus par le premier ministre britannique, Tony Blair, *Le Monde*, 18 décembre 1998, pp. 2 et 4.

(40) Voir notamment *Le Soir*, 18 décembre 1998, p. 8; *La Libre Belgique*, 18 décembre 1998, p. 3; *Le Monde*, 19 décembre 1998, p. 4.

(41) *Le Monde*, 19 décembre 1998, p. 4.

(42) *Ibidem*.

(43) Voir notamment *Le Soir*, 18 décembre 1998, p. 1.

rer que lorsque le gouvernement de Bagdad ne se conforme pas à ses obligations découlant de la résolution 687, il porte ainsi atteinte au cessez-le-feu décrété et, par conséquent, ils ont un droit de riposte armée automatique qui reste sous le couvert de l'habilitation conférée par la résolution 678 (44).

Nous démontrerons dans les lignes qui suivent que ces interprétations extensives ne sont pas fondées et que la résolution 687 du 3 avril 1991 met un terme définitif à l'autorisation de recourir à la force conférée par la résolution 678. Il faudra donc considérer que, hormis l'hypothèse d'une légitime défense, aucune action armée ne peut plus être entreprise à l'encontre de l'Iraq sans nouvelle résolution du Conseil de sécurité sur le sujet.

En outre, l'argument selon lequel l'autorisation de recourir à la force est toujours en vigueur soulève, selon nous, une autre question importante: celle de la validité des résolutions du Conseil de sécurité. Plus précisément, on peut se demander dans quelle mesure le Conseil de sécurité peut adopter une résolution autorisant le recours à la force de façon indéfinie dans le temps.

6. Pour répondre à l'ensemble de ces questions, nous serons bien entendu amenés à interpréter les résolutions du Conseil de sécurité. Pour ce faire, nous nous inspirerons des articles 31 à 33 de la Convention de Vienne sur le droit des traités en les adaptant eu égard à la particularité des résolutions du Conseil. La Cour internationale de Justice a d'ailleurs jugé quant à l'interprétation des résolutions du Conseil de sécurité qu'il fallait tenir compte:

«des termes de la résolution à interpréter, des débats qui ont précédé son adoption, des dispositions de la Charte invoquées et en général de tous les éléments qui pourraient aider à préciser les conséquences juridiques de la résolution du Conseil de sécurité» (45).

Ainsi, dans un premier temps, nous analyserons les textes des différentes résolutions suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes de celles-ci, dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but. Ensuite, nous tenterons de dégager l'intention du Conseil de sécurité notamment au travers des procès-verbaux de ses sessions. C'est sans doute à cette étape-ci qu'il conviendra le plus d'adapter les principes généraux d'interprétation des traités. En effet, l'interprétation d'un traité n'est opposable à un État que si ce dernier l'a acceptée. L'interprétation authentique découle donc d'un accord intervenu entre tous les États partie au traité en question (46). Au contraire, les résolutions du Conseil de sécurité ne constituent pas un

(44) Voir notamment *Le Monde*, 22 février 1998, p. 3.

(45) C.I.J., Affaire de la Namibie, 21 juin 1971, *Rec.* 1971, p. 53.

(46) NGUYEN QUOC DINH, DAILLIER, P. et PELLET, A., *Droit international public*, Paris, L.G.D.J., 1992, p. 248, n° 168.

accord international conclu par écrit entre États (47), mais bien une décision obligatoire pour les États (48) prise par un organe des Nations Unies et il s'agit à présent de dégager la volonté de cet *organe*. Selon nous, il faut à cet égard tenir compte de trois facteurs. Premièrement, les résolutions sont adoptées à la majorité (49). Par conséquent, contrairement aux traités, il convient de dégager l'interprétation donnée non pas par l'unanimité mais bien par la majorité des membres du Conseil. Deuxièmement, il faut également prendre en considération le fait que les cinq membres permanents se voient conférés un droit de veto (50). Ces derniers occupent de la sorte une place particulière dans la prise de décision. C'est la raison pour laquelle nous nous référerons préférentiellement aux déclarations faites par ces derniers lors des sessions du Conseil. Troisièmement, les déclarations des représentants des États, lors des sessions du Conseil de sécurité, peuvent être faites avant ou après le vote. Comme nous le relèverons, ce facteur joue également un rôle important, notamment quant à la théorie de l'*estoppel* et à l'obligation d'un État de se comporter de bonne foi dans l'exécution de ses obligations (51). Enfin, nous analyserons les résolutions subséquentes adoptées par le Conseil de sécurité en tant que pratique de ce dernier.

7. Par souci de clarté, nous avons décidé d'adopter une approche chronologique. Dans une première partie, nous traiterons de trois résolutions liées en particulier à la « Guerre du golfe » de 1991, à savoir les résolutions 678 (1990), 686 (1991) et 687 (1991). Dans une deuxième partie, il conviendra d'analyser la pratique subséquente du Conseil de sécurité adoptée à l'égard de l'Iraq. Enfin, pour conclure, nous aborderons la question de la validité dans le temps d'une résolution du Conseil autorisant certains États à recourir à la force.

I. — TROIS RÉOLUTIONS LIÉES À LA GUERRE DU GOLFE: LES RÉOLUTIONS 678 (1990), 686 (1991) ET 687 (1991)

1. — *La résolution 678 du 29 novembre 1990*

8. Par cette résolution, le Conseil de sécurité autorise, en tout premier lieu, les États qui coopèrent avec le Koweït à

« user de tous les moyens *nécessaires* pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) et toutes les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement

(47) Voir la définition du « traité » dans la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969, art. 2, § 1 a).

(48) Charte des Nations Unies, art. 25.

(49) Charte des Nations Unies, art. 27.

(50) *Ibidem*.

(51) Charte des Nations Unies, art. 2, § 2.

et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région» (52) (nous soulignons).

Il ressort de cette partie de la résolution que celle-ci n'autorisait pas l'usage de la force à toutes fins. Il était permis uniquement dans le mesure où il s'avérait «nécessaire» à l'objectif visé. Or, selon les termes clairs de ce passage de la résolution, le but de l'action armée était d'obtenir le respect, d'une part, de la résolution 660 — autrement dit, le retrait des forces irakiennes du Koweït (53) — et, d'autre part, des résolutions pertinentes adoptées ultérieurement, étant entendu ultérieurement à la résolution 660 et antérieurement à la résolution 678. Le second paragraphe du préambule de la résolution utilise, en effet, les termes «résolutions pertinentes *susmentionnées* adoptées ultérieurement» (nous soulignons), en se référant de la sorte expressément au paragraphe premier de ce préambule qui énumère les résolutions en question. Par conséquent, l'expression «résolutions pertinentes adoptées ultérieurement» couvre les résolutions adoptées entre le 2 août 1990, date de la résolution 660, et le 29 novembre, date de la résolution 678, et elle ne peut pas englober les résolutions adoptées postérieurement à cette date, et notamment la résolution 687 (54).

9. Cette interprétation est confirmée par l'attitude des différents protagonistes tant lors des discussions relatives à l'adoption de la résolution 678 que dans diverses déclarations.

Ainsi, tout d'abord, lors des débats précédant l'adoption de la résolution 678, la position de la Malaisie est-elle sans doute la plus marquante. Le représentant de cette dernière précise, en effet, que

«Nous n'avons souscrit à aucune tentative d'appliquer unilatéralement l'Article 51 de la Charte, une fois que le Conseil de sécurité est saisi de la question. [...] Toute proposition de recours à la force doit être soumise au Conseil pour approbation préalable, conformément aux dispositions précises du Chapitre VII de la Charte.[...]»

Il faut souligner que la résolution ne donne pas carte blanche pour un emploi excessif et indiscriminé de la force. Le Conseil n'a certainement autorisé quelque action que ce soit hors du cadre de ses résolutions 660 (1990), 662 (1990) et 664 (1990)» (55).

Ces propos montrent la détermination et la position claire de la Malaisie. Cette dernière considère bel et bien que l'habilitation de la résolution 678

(52) Rés. S/678 (1990), § 2.

(53) Rés. S/660 (1990), 2 août 1990, § 2.

(54) DELCOURT, B. et CORTEN, O., «La face cachée du nouvel ordre mondial : l'application discriminatoire du droit international», in *A la recherche du nouvel ordre mondial : le droit international à l'épreuve*, t. I, Bruxelles, Ed. Complexe, 1993, p. 42; DE LA PRADELLE, G., «Au mépris du droit», *Le Monde diplomatique*, mars 1998, p. 14; GATTINI, A., «La riparazione dei danni di guerra causati dall'Iraq», *Rivista di diritto internazionale*, 1993, p. 1044.

(55) C.S., 29 novembre 1990, S/PV. 2963, 76.

visé uniquement à libérer le Koweït et que toute décision de recourir à la force doit être au préalable soumise à l'approbation du Conseil de sécurité.

Quant à certains membres permanents, leurs déclarations ne laissent guère de doute. Ainsi, si la Chine n'émet pas de vote négatif et permet de la sorte l'adoption de la résolution, c'est parce qu'elle considère que le seul objectif poursuivi est la libération du Koweït (56). De même, les représentants de la France (57) et de la Russie (58) votent en faveur de cette résolution uniquement afin de mettre fin à l'agression iraquienne. Le représentant britannique soulignera également que l'action militaire a pour seul objectif de faire respecter les résolutions antérieures (59). Ainsi, il précisera plus tard :

«[n]ous voulons la libération du Koweït, ni plus ni moins. L'action militaire se terminera dès que les objectifs fixés par le Conseil auront été atteints» (60).

10. En outre, dans leurs rapports respectifs relatifs à leur déploiement militaire, établis conformément au paragraphe 4 de la résolution 678, les États-Unis (61) et la France (62) rappellent à nouveau que le seul but de cette entreprise armée est la libération du Koweït. Le rapport américain précise ainsi que :

«[t]he purpose of these [military] actions is the liberation of Kuwait, not the destruction, occupation or dismemberment of Iraq» (63).

Enfin, différentes déclarations faites à la presse, notamment par le président F. Mitterand, confortent cette idée. Ainsi, le président souligne que les objectifs sont

«d'instaurer la souveraineté et l'indépendance du Koweït et non pas de conquérir l'Iraq [...]» (64)

11. Cependant, il ressort également du paragraphe second de la résolution 678 que le Conseil de sécurité autorise les États coopérant avec le Koweït à user de tous les moyens nécessaires «pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région». Certains pourraient arguer de cette

(56) C.S., 29 novembre 1990, S/PV. 2963, 63.

(57) C.S., 29 novembre 1990, S/PV. 2963, 67.

(58) C.S., 29 novembre 1990, S/PV. 2963, 94/95.

(59) C.S., 13 février 1991, S/PV. 2963, 81 et également S/PV.2977 (Part I), 3.

(60) C.S., 15 février 1991, S/PV.2977 (PartII) (privée), 73.

(61) Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent des États-Unis, 17 janvier 1991, S/22090.

(62) Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France, 17 janvier 1991, S/22100.

(63) Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent des États-Unis, 17 janvier 1991, S/22090.

(64) Conférence de presse du président de la République, François Mitterand, Paris, 19 décembre 1990, in STERN, B., *Guerre du Golfe — le dossier d'une crise internationale 1990-1992*, Paris, Ed. La documentation française, 1993, p. 264; entretien accordé par le président de la République française, François Mitterand, aux journalistes des médias audiovisuels, Paris, 7 février 1991, in STERN, B., *loc. cit.*, p. 374.

formulation pour justifier une intervention à l'heure actuelle en Iraq (65). Ainsi, comme nous l'avons déjà noté, en 1996, les États-Unis, sans invoquer explicitement la résolution 678, avaient justifié leurs attaques contre l'Iraq en indiquant que c'était «la sécurité et la stabilité de la région ainsi que la libre circulation du pétrole dans le monde» qui étaient en cause (66).

On remarquera que lors des discussions relatives à l'adoption de la résolution, le caractère extrêmement vague de ce membre de phrase n'a guère été soulevé (67), si ce n'est par le Yémen qui a souligné les dangers auxquels pouvaient mener une telle disposition. Ainsi, le représentant de ce dernier note que :

«[il] appartiendra par conséquent aux États qui ont déployé des forces militaires dans la région de décider des conditions du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région, ce qui pourrait bien conduire à un affrontement armé à plus grande échelle» (68).

12. Toutefois, une interprétation aussi extensive ne peut être admise. En effet, rappelons que l'usage de la force est illicite en droit international (69). Par conséquent, l'habilitation donnée par le Conseil de sécurité de recourir à la force doit être considérée comme une exception à la règle et doit s'interpréter restrictivement en vertu du principe général *exceptio est strictissimae interpretationis* (70). Ayant ainsi à l'esprit ce principe, il y a lieu de s'interroger sur la portée exacte de l'expression «utiliser tous les moyens nécessaires pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région». Il faut considérer qu'à la date de l'adoption de la résolution 678, seule l'invasion du Koweït par l'Iraq était constitutive d'une rupture de la paix et de la sécurité internationales. Cela ressort bien évidemment du texte de la résolution 660 (71), mais aussi implicitement de la résolution 661. Le Conseil de sécurité y affirme en effet :

«[...] le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, face à l'attaque armée dirigée par l'Iraq contre le Koweït, consacré par l'Article 51 de la Charte» (72).

(65) WESTON, B.H., «Security Council Resolution 678 and Persian Gulf Decision Making : Precarious Legitimacy», in *Agora : The Gulf Crisis in International and Foreign Relations Law, continued*, A.J.I.L., 1991, pp. 525-526.

(66) *Le Monde*, 5 septembre 1996, p. 2.

(67) MEYROWITZ, H., «La guerre du Golfe et le droit des conflits armés», R.G.D.I.P., 1992, p. 563.

(68) C.S., 29 novembre 1990, S/PV. 2963, 33/35.

(69) Charte des Nations Unies, art. 2 § 4.

(70) CORTEN, O. et KLEIN, P., «L'autorisation de recours à la force à des fins humanitaire : droit d'ingérence ou retour aux sources?», J.E.D.I., 1993, p. 525; ROBERT, E., «La licéité des sanctions des Nations Unies contre l'Iraq», in *Entre les lignes — La guerre du Golfe et le droit international*, Bruxelles, Creadif, 1991, p. 54.

(71) Rés. S/660 (1990), 2^e considérant du Préambule.

(72) Rés. S/661, 6^e considérant.

Par cette affirmation, le Conseil sous-entend qu'il y a eu agression armée de la part de l'Iraq (73) et c'est cette dernière qui constitue une rupture de la paix et de la sécurité internationales. En d'autres termes, le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales sera réalisé en remettant les choses dans leur pristin état et donc en mettant fin à l'occupation illégale de l'Iraq et ses conséquences directes.

13. Par ailleurs, les termes «pour rétablir la paix et de la sécurité internationales dans la région» ne sont pas redondants par rapport au premier membre de phrase du § 2 de la résolution 678. Ils doivent au contraire être lus à la lumière de l'ensemble de ce paragraphe. En effet, ils précisent très clairement le but de l'action armée: il s'agit uniquement rétablir l'équilibre rompu dans la région et non pas permettre à un quelconque État d'assouvir militairement l'Iraq, par exemple.

Enfin, en toute hypothèse, au moment de l'adoption de la résolution 678, le Conseil de sécurité ne pouvait en tout cas pas avoir à l'esprit l'idée que le rétablissement de la paix et la sécurité internationales se ferait notamment par le contrôle et la destruction des armes chimiques et biologiques en Iraq. Cet objectif ne sera en effet fixé que postérieurement, dans la résolution 687 (74). Certains États ne peuvent donc invoquer les termes «pour rétablir la paix et de la sécurité internationales dans la région» issus de la résolution 678 pour justifier un recours à la force contre l'Iraq en cas de violation par ce dernier de ses obligations découlant de la résolution 687 (75).

14. À la lumière de différents éléments que nous venons de souligner, on peut conclure que l'habilitation conférée par le Conseil de sécurité dans la résolution 678 était limitée à un objectif déterminé, à savoir la libération du Koweït (76).

Il nous appartient à présent d'examiner si cette interprétation se confirme au travers de la première résolution adoptée par le Conseil suite aux hostilités, à savoir la résolution 686 du 2 mars 1991.

(73) Voyez l'article 51 de la Charte des Nations Unies qui dispose :

«Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales [...]»

(74) Rés. S/687 (1991), 17^e considérant et point C.

(75) GATTINI, A., *o.c.*, p. 1045, note 142.

(76) Le Sous-Secrétaire et conseiller juridique des Nations Unies, Carl-August Fleischhauer, adopte cette interprétation, cité par MURPHY, J., «Force and arms», in *United Nations Legal Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, vol. 1, p. 287.

2. — *La résolution 686 du 2 mars 1991*

15. Le 27 février 1991, le Koweït est libéré et l'Iraq s'engage à se conformer aux précédentes résolutions. Le Conseil de sécurité adopte la résolution 686 (77) par laquelle il suspend les opérations militaires, «réaffirme» la résolution 678 (78) et

«2. *Exige* que l'Iraq mette en application son acceptation des douze résolutions considérées et, en particulier:

- a) Qu'il revienne immédiatement sur les mesures qu'il a prises en vue d'annexer le Koweït;
- b) Qu'il accepte en principe d'être responsable, selon le droit international, de toute perte, de tout dommage ou de tout préjudice subi, s'agissant du Koweït et d'États tiers ainsi que de leurs nationaux et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Iraq;
- c) Qu'il libère immédiatement, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés de la Croix-Rouge ou des sociétés du Croissant-Rouge, tous les nationaux du Koweït et d'États tiers qu'il détient, et qu'il rende les dépouilles mortelles de ceux qui, parmi à ces derniers sont décédés;
- d) Qu'il commence immédiatement à restituer tous les biens koweïtiens qu'il a saisi, et fasse en sorte que ce processus se termine dans les meilleurs délais;

3. *Exige également* que l'Iraq:

- a) *Mette fin aux actes d'hostilités ou de provocation dirigés par ses forces contre tous les États Membres, y compris les attaques de missiles et les vols d'appareils militaires;*
- b) Désigne les commandants militaires qui rencontreront leurs homologues des forces koweïtiennes et de celles des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990), en vue de mettre au point dans les meilleurs délais les aspects militaires de la cessation des hostilités;
- c) Fasse immédiatement donner accès à tous les prisonniers de guerre et les fasse libérer sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge et rende les dépouilles mortelles de tout membre décédé des forces koweïtiennes et de celles des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990);
- d) Fournisse tous les éléments d'information et l'assistance nécessaire pour identifier les mines, pièges et autres explosifs, ainsi que tout matériel et arme chimique et biologique iraquien se trouvant au Koweït, dans les régions de l'Iraq où sont temporairement déployées les forces des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990), et dans les eaux adjacentes;

4. *Considère* que les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 678 (1990) continueront de s'appliquer *durant la période requise pour l'application par l'Iraq des paragraphes 2 et 3 ci-dessus* (79) (nous soulignons).

(77) Adoptée par 11 voix contre une (Cuba), avec trois abstentions (Chine, Inde, Yémen).

(78) Rés. S/686 (1991), préambule.

(79) Rés. S/686 (1991), § 4.

16. Il ne fait aucun doute que le quatrième paragraphe de cette résolution prolonge l'habilitation du recours à la force contre l'Iraq (80). Il faut cependant en déterminer la portée. Ainsi, deux interprétations pourraient être avancées. D'une part, on pourrait considérer que la résolution 686, par les termes «durant la période requise», étend simplement le champ *ratione temporis* de l'autorisation de recourir à la force. D'autre part, on pourrait également estimer que par l'expression «pour l'application par l'Iraq des paragraphes 2 et 3 ci-dessus», la résolution étend également le champ *ratione materiae* de la résolution 678. En effet, les paragraphes 2 et 3 prévoient une série d'obligations à charge de Bagdad qui vont au-delà du contenu de la résolution 678. Même si l'on peut considérer que l'Iraq a rempli la plupart des exigences de cette résolution, il nous semble que l'alinéa a) du troisième paragraphe par lequel le Conseil exige que le gouvernement iraquien «mette fin à tout acte d'hostilités ou de provocation dirigés par ses forces contre tous les États Membres» peut continuer à susciter de la part de certains une interprétation extensive, invoquant une extension également *ratione materiae* de l'habilitation de recourir à la force visée par la résolution 678. Une telle interprétation ne nous semble toutefois pas admissible.

17. En effet, le Conseil de sécurité prolonge l'autorisation de l'emploi des armes non pas pour assurer l'application de la résolution 686, mais bien uniquement pendant la période requise pour l'application des paragraphes 2 et 3 de la résolution. En d'autres termes, le Conseil précise la période pendant laquelle il prolonge l'habilitation sans toutefois en changer les objectifs, à savoir le retrait des troupes iraqiennes du Koweït.

En réalité, cette résolution doit être analysée dans les circonstances particulières dans lesquelles elle a été adoptée. L'Iraq venait de déposer les armes; il fallait à présent entamer des discussions pour mettre au point les conditions d'un cessez-le-feu définitif, tout en gardant la «pression» sur le gouvernement de Bagdad. C'est d'ailleurs ce qui ressort du texte même de la résolution. Ainsi, le Conseil de sécurité souligne qu'il adopte la résolution 686

«[a]yant à l'esprit la nécessité d'être assuré des intentions pacifiques de l'Iraq ainsi que l'objectif, énoncé dans la résolution 678 (1990), du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région» (81) (nous soulignons).

18. Cette interprétation est, par ailleurs, confirmée par la déclaration du représentant chinois lors des discussions préalables à l'adoption de la résolution. Ce dernier explique clairement :

(80) Voir notamment les déclarations du représentant cubain lors des discussions préalables à l'adoption de la résolution, C.S., 3 mars 1991, S/PV.2978, 32.

(81) Rés. S/686 (1991), 6^e considérant, voir également § 8.

«In facts, [the resolution] extends the *time-limit* during which resolution 678 (1990) remains effective» (82) (nous soulignons).

Les autres membres du Conseil de sécurité n'ont, par contre, guère été très loquaces quant à la portée de ce paragraphe. La plupart des États se contentent de souligner leur désir de conclure rapidement un cessez-le-feu définitif et d'éviter à tout prix une reprise de hostilités (83). Quant au représentant américain, ce dernier, faisant référence aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 686, indique que :

«[u]ntil it is clear that Iraq has complied with these requirements, the provisions of resolution 678 (1990) authorizing Kuwait and those cooperating with Kuwait to use all necessary means to ensure Iraqi compliance with the United Nations resolutions clearly will remain in effect.

The United Nations and the Security Council remain at the center of the effort to fulfill the overarching tasks set by the 12 resolutions adopted thus far: to repel aggression and to build genuine peace and stability» (84) (nous soulignons).

Il nous semble que cette déclaration confirme notre interprétation selon laquelle il ne s'agit pas d'utiliser l'autorisation du recours à la force pour assurer l'application de la résolution 686, d'autant plus que le représentant américain souligne le fait que le Conseil de sécurité doit rester au centre du processus de rétablissement de la paix.

19. En outre, on remarquera que les États-Unis avaient proposé un premier projet de résolution qui reconnaissait un droit automatique pour les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien de reprendre les opérations militaires si l'Iraq ne se conformait pas à toutes les exigences de la future résolution 686 (85). Le fait que cette formulation n'ait finalement pas été acceptée par les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité et le fait que ces derniers aient finalement opté pour une formule claire en utilisant les termes «durant la période requise» conforte l'idée qu'ils entendaient prolonger l'habilitation *ratione temporis* et uniquement quant au but fixé par la résolution 678, à savoir le retrait des troupes irakiennes (86). Il nous semble difficilement admissible que l'on puisse considérer que les autres membres permanents du Conseil aient concédé une phraséologie floue de la résolution aux États-Unis, en se disant que le moment venu ils décideront de l'interprétation à lui donner. Ce sont bien

(82) C.S., 3 mars 1991, S/PV.2978, 50.

(83) Voir notamment les déclarations des représentants du Zimbabwe, de l'URSS, de la France, de la Côte d'Ivoire et de la Grande-Bretagne, C.S., 3 mars 1991, S/PV.2978, 37, 47, 52, 71.

(84) C.S., 3 mars 1991, S/PV.2978, 43.

(85) Cité par FREUDENSCHUSS, H., «Between Unilateralism and Collective Security : Authorizations of the Use of Force by the UN Security Council», *J.E.D.I.*, 1995, p. 499; voir les allusions faites par le représentant de Cuba lors des discussions préalables à l'adoption de la résolution, C.S., 3 mars 1991, S/PV.2978, 32.

(86) FREUDENSCHUSS, H., *o.c.*, p. 499; voir également GRAY, C., «After the Ceasefire : Iraq, the Security Council and the Use of Force», *B.Y.I.L.*, 1994, pp. 138-139.

sûr des considérations plus politiques que juridiques qui ont guidé leur refus d'une formule floue, parce qu'ils savaient pertinemment qu'en cas de crise, il y avait de fortes chances que les États-Unis interprètent une telle formule en leur faveur.

Il faut donc considérer que, par la résolution 686, le Conseil de sécurité a bien décidé de prolonger de l'application de la résolution 678, sans en changer les objectifs, à savoir la restauration de l'intégrité territoriale du Koweït.

Il convient, à présent, d'analyser la résolution 687 du 3 avril 1991 pour déterminer dans quelle mesure elle maintient ou non ce régime.

3. — *La résolution 687 du 3 avril 1991*

20. Par cette résolution (87), le Conseil de sécurité va instaurer les conditions d'un cessez-le-feu. En premier lieu, il

«[c]onfirme les dispositions des treize résolutions susvisées [dont la 678], sous réserve des modifications expresses ci-après qui visent à atteindre les buts de la présente résolution, y compris un cessez-le-feu en bonne et due forme» (88) (nous ajoutons).

Selon l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, ce paragraphe maintient en vigueur la disposition de la résolution 678 autorisant les États coopérant avec le Koweït à user de la force (89). Cependant, si l'on peut en effet admettre de prime abord que la résolution 678 reste applicable, cette dernière le reste uniquement dans la mesure où le Conseil de sécurité n'y a pas apporté de modifications. Or de telles modifications ont bien été apportées.

21. Ainsi, le Conseil de sécurité commence en

«[a]ffirmant l'engagement de tous les États Membres en faveur de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Koweït et de l'Iraq, [...]» (90).

Ensuite, il

«4. [d]écide de garantir l'inviolabilité de la frontière internationale susmentionnée et de prendre selon qu'il conviendra toutes mesures nécessaires à cette fin conformément à la Charte des Nations Unies;

5. [p]rie le Secrétaire général [...] de prévenir des violations de la frontière par sa présence dans la zone démilitarisée et par la surveillance qu'il y exercera, et d'observer tout acte hostile ou potentiellement hostile commis à partir du territoire d'un État à l'encontre de l'autre [...]».

(87) Adoptée par 12 voix contre une (Cuba), avec 2 abstentions (Équateur, Yémen).

(88) Rés. S/687 (1991), § 1.

(89) *Les Nations Unies et le conflit entre l'Iraq et le Koweït, 1990-1996*, Série Livres bleus des Nations Unies, vol. IX, New York, Nations Unies, 1996, p. 38, § 100.

(90) Rés. S/689 (1991), § 3 du Préambule.

Par ces dispositions, il est très clair que le Conseil de sécurité assure seul les mesures éventuelles à prendre et empêche dorénavant les États de recourir à des mesures armées unilatérales (91). Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par différentes déclarations faites à ce propos lors de l'adoption de la résolution en question.

22. Ainsi, le représentant de l'URSS souligne que :

«[l]a garantie de l'inviolabilité de la frontière entre l'Iraq et le Koweït, confiée au Conseil de sécurité qui, à cette fin, peut prendre toutes les mesures nécessaires conformément à la Charte des Nations Unies, revêt une importance considérable» (92).

Plus explicite encore, le représentant de l'Inde, qui déclare :

«[q]uant au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, l'Inde estime qu'il n'autorise aucun pays à prendre des mesures unilatérales dans le cadre des précédentes résolutions du Conseil de sécurité. Bien au contraire, les auteurs nous ont expliqué qu'en cas de menace ou de violation réelle de cette frontière à l'avenir, le Conseil de sécurité se réunirait pour prendre, suivant les besoins, toutes les mesures nécessaires, conformément à la Charte» (93).

Cette déclaration a la mérite d'indiquer également très clairement l'interprétation donnée par les auteurs du projet en question — à savoir la France, la Roumanie, les États-Unis et la Grande-Bretagne, auxquels se sont joints le Zaïre et la Belgique. Il est à noter que cette déclaration de l'Inde n'a aucunement été contredite par les auteurs du projet lors de la session du Conseil. Au contraire, les propos tenus par les représentants de ces divers pays (94), à cette même session, viennent la confirmer et notamment ceux de l'émissaire britannique qui précise que :

«[l]a démarcation rapide de la frontière, l'établissement d'une unité des Nations Unies pour surveiller une zone démilitarisée le long de la frontière et la garantie que le Conseil de sécurité agira si jamais elle est de nouveau violée constituent un ensemble soigneusement intégré visant à garantir que les événements d'août dernier ne se répéteront pas» (95) (nous soulignons).

Par ces propos, il indique donc clairement que toute nouvelle violation de la frontière fera l'objet d'une intervention du Conseil de sécurité et non pas des États membres agissant individuellement.

23. En outre, on notera que les États-Unis avaient présenté un premier projet de résolution qui aurait «autorisé» tous les États de la coalition «à user de tous les moyens nécessaires» afin de garantir le respect de la fron-

(91) En ce sens PALCHETTI, P., *o.c.*, p. 474; SUR, S., «La résolution 687 (3 avril 1991) du Conseil de sécurité dans l'affaire du Golfe : problèmes de rétablissement et de garantie de la paix», *A.F.D.I.*, 1991, p. 47.

(92) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 101.

(93) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 78.

(94) Voir notamment les déclarations des représentants du Zaïre, des États-Unis et de la Belgique, C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 52, 86, 128.

(95) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 112.

tière entre l'Iraq et le Koweït (96). Cependant, il a été rejeté par les autres membres permanents qui ont considéré que ce texte allait trop loin et c'est finalement la formulation actuelle du paragraphe 4 qui a été retenue. Sans doute peut-on déduire du rejet de cette proposition et de l'acceptation de la nouvelle formulation, l'idée que les États considéraient qu'il appartenait à présent au seul Conseil de sécurité de prendre les mesures adéquates en cas de nouvelle violation de la frontière iraquo-koweïtienne.

Il apparaît donc que, même si l'on pouvait considérer que la résolution 678 s'appliquait encore, suite à la résolution 686, uniquement afin d'assurer le respect de la résolution 660 et donc l'intégrité territoriale du Koweït, une telle application n'est désormais plus possible, et d'autres dispositions de la résolution dont les paragraphes 33 et 34 confirment cette interprétation.

24. Ainsi, au paragraphe 33, le Conseil de sécurité

«[d]éclare que, dès que l'Iraq aura notifié officiellement au Secrétaire général et au Conseil de sécurité son acceptation des dispositions qui précèdent, un cessez-le-feu en bonne et due forme entrera en vigueur entre l'Iraq et le Koweït ainsi que les États Membres coopérant avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990)» (97)..

Selon les termes de cette disposition, un arrêt définitif des hostilités sera instauré dès que l'Iraq aura notifié son acceptation de la résolution 687. Or, par la lettre datée du 11 avril 1991 (98), l'Iraq a transmis la décision par laquelle son Assemblée nationale a accepté cette dernière. Par conséquent, cette notification marque l'arrêt définitif des hostilités et elle entraîne l'extinction de l'habilitation conférée par la résolution 678 (99).

C'est d'ailleurs en ce sens que la majorité des membres du Conseil de sécurité se sont prononcés lors des débats relatifs à l'adoption de la résolution 687. Ainsi, le représentant de l'Autriche considère que :

«[...] le recours, à l'avenir, par le Conseil de sécurité à des autorisations d'utiliser la force pourrait comporter des instructions plus spécifiques quant à la façon d'appliquer et de commander cette force» (100) (nous soulignons).

Il semble donc établi — du moins pour l'Autriche — que l'autorisation de recourir à la force de la résolution 678 cesse et que, dorénavant, il faudra une nouvelle intervention du Conseil de sécurité.

(96) Cité par FREUDENSCHUSS, H., *o.c.*, p. 500.

(97) Rés. S/687 (1991), § 33.

(98) Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Iraq, 11 avril 1991, S/22480; voir également la lettre adressée au Représentant permanent de l'Iraq par le Président du Conseil de sécurité notant que le cessez-le-feu en bonne et due forme est en vigueur, 11 avril 1991, S/22485.

(99) GRAY, C., *o.c.*, p. 155, note 119; PAYE, O., *Sauve qui veut? Le droit international face aux crises humanitaires*, Bruxelles, Bruylant, 1996, p. 149.

(100) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 121.

Quant aux représentants du Zaïre, du Zimbabwe, de l'Inde, des États-Unis, de la France, de la Chine, de la Roumanie et de la Belgique, ils parlent tous d'un cessez-le-feu permanent, ou d'un cessez-le-feu officiel, ou encore d'un arrêt officiel des hostilités (101). Le représentant de l'URSS souligne d'ailleurs que

«[L]e pilier de la résolution qui vient d'être adoptée est la transformation de la cessation temporaire des hostilités en *cessez-le-feu permanent* entre l'Iraq et le Koweït, et les États qui ont coopéré avec le Koweït, après que l'Iraq aura déclaré officiellement qu'il accepte la résolution» (102) (nous soulignons).

25. Il faut reconnaître que les règles régissant les cessez-le-feu font l'objet de controverses (103). Certains (104) soutiennent qu'un cessez-le-feu implique simplement une suspension des hostilités et non pas la fin de la guerre. Une telle thèse a été soutenue, d'une façon ou d'une autre, par les États-Unis et la Grande-Bretagne (105). Par conséquent, toute violation de la résolution 687 constituerait une remise en cause du cessez-le-feu et les États qui ont coopéré avec le Koweït auraient un droit de réaction immédiat sans nouvelle intervention du Conseil de sécurité. On serait alors replacé dans le champ d'application de la résolution 678. Comme nous l'avons déjà noté, il semble que le Secrétaire général ait suivi cette thèse, lors des raids aériens de 1993 menés par les américains français et britanniques, puisqu'il déclarait dans un communiqué de presse que les États en question avaient agi sur base de l'habilitation conférée par la résolution 678, en réponse à une violation par l'Iraq de la résolution 687 établissant le cessez-le-feu (106).

Cette interprétation ne peut cependant être admise quant à la résolution 687 et, ce pour deux motifs. D'une part, une simple lecture de l'ensemble de la résolution 687 révèle immédiatement que cette dernière constitue bien plus qu'une simple suspension des hostilités, elle s'assimile plutôt à un véritable traité de paix dans lequel le vainqueur impose sa volonté au vaincu (107). D'autre part, le cessez-le-feu en question ne découle pas d'un

(101) Voir les déclarations des représentants du Zaïre, du Zimbabwe, de l'Inde, des États-Unis, de la France, de la Chine, de la Roumanie, de la Belgique, C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 53 et s.

(102) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 101.

(103) GRAY, C., *o.c.*, pp. 142 et s.; BAXTER, F., «Armistices and Other Forms of Suspension of Hostilities», *R.C.A.D.I.*, 1976, I, vol. 149, p. 355; et par

(104) En ce sens DINSTEIN, P., *War, Aggression and Self Defence*, Cambridge, Grotius, 1988, p. 42.

(105) *Supra* pp. 1-4.

(106) Communiqué de presse des Nations Unies, 14 janvier 1993, in WELLER, M., *o.c.*, p. 741, § 17.

(107) FRANCK, T.M., «The Security Council and 'threats to peace', some remarks on remarkable recent developments», in *Le développement du rôle du Conseil de sécurité : peace-keeping and peace-building*, Colloque 21-23 juillet 1992, Académie de droit international de La Haye, Dordrecht/Boston/London, Martinus Nijhoff Publishers, 1993, p. 97; GAJA, G., «Réflexions sur le rôle du Conseil de sécurité dans le nouvel ordre mondial : à propos des rapports entre maintien de la paix et crimes internationaux des États», *R.G.D.I.P.*, 1993, p. 312; GRAY, C., *o.c.*, p. 144;

accord entre les parties au conflit, mais bien d'une mesure prise et imposée par le Conseil de sécurité (108) dans le cadre du chapitre VII de la Charte (109). Il s'agit donc d'une mesure destinée à rétablir la paix. Or, en vertu de l'article 25 de la Charte (110), tous les États sont liés par cette résolution. Par conséquent, seul le Conseil de sécurité peut décider s'il y a eu une violation du cessez-le-feu et quelles en sont les conséquences.

26. Cette interprétation est, par ailleurs, confirmée par le paragraphe 34 de la résolution 687 par lequel le Conseil de sécurité

«[d]écide de rester saisi de la question et de prendre toutes nouvelles mesures qui s'imposeraient en vue d'assurer l'application de la présente résolution et de garantir la paix et la sécurité dans la région» (111).

Les termes de cette disposition sont clairs: ils excluent *a contrario* une réaction armée non autorisée de la part des États (112).

Cette interprétation selon laquelle le Conseil de sécurité est le seul garant de la résolution 687 et de la paix et la sécurité internationales ressort également d'un certain nombre de déclarations faites par les représentants des États lors de la session du Conseil de sécurité (113). Ainsi, le représentant chinois déclare sans équivoque:

«[w]e also believe that on questions concerning the implementation of the resolution the Security Council should be responsible for handling these matters; and there should be no other interpretation» (114).

De même, le représentant soviétique indique que:

«[t]he Security Council for its part should play a key role in keeping under constant supervision the entire process of implementing the resolution and take additional steps that may be required as its provisions are implemented» (115).

27. En conclusion, même si le Conseil de sécurité a pris soin, au paragraphe premier de la résolution 687, de confirmer les résolutions précédem-

GUILLAUME, G., «Le conflit entre l'Irak et le Koweït (1990)», *o.c.*, p. 283; ZACKLIN, R., «Les Nations Unies et la crise du Golfe», in *Les aspects juridiques de la crise et la guerre du Golfe*, Colloque 7-8 juillet 1991, CEDIN, Paris, Ed. Montchrestien, 1991, p. 74.

(108) PALCHETTI, P., *o.c.*, p. 474; SUR, S., «La résolution 687 (3 avril 1991) du Conseil de sécurité dans l'affaire du Golfe: problèmes de rétablissement et de garantie de la paix», *o.c.*, p. 42.

(109) Voir Rés. S/687 (1991), 26^e considérant.

(110) Charte des Nations Unies, art. 25:

«Les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte».

Voir également SUY, E., «L'article 25», in *La Charte des Nations Unies: commentaire article par article*, Paris, Economica, 1991, pp. 471 et s.

(111) Rés. S/687 (1991), §§ 33 et 34.

(112) En ce sens, MEYROWITZ, H., *o.c.*, p. 585.

(113) Voir notamment les déclarations des représentants de l'Inde, de la Côte d'Ivoire et de la Belgique, C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 76, 81, 128.

(114) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 97.

(115) C.S., 3 avril 1991, S/PV.2981, 103.

ment adoptées, comme le soulignait le Secrétaire général, il a cependant apporté des modifications substantielles à la résolution 678 puisque, au travers des différents paragraphes que nous venons de mettre en lumière, il précise très clairement que dorénavant il assurera l'intégrité territoriale du Koweït. Le paragraphe 33 de la résolution ne peut être interprété comme conférant aux États membres un droit de riposte armée unilatéral en cas de violation de la résolution 687. Une telle interprétation serait non seulement contraire au texte même de la résolution comme nous venons de l'exposer, mais aussi au texte de la Charte des Nations Unies. En effet, en vertu de l'article 24 de la Charte (116), le Conseil de sécurité se voit reconnaître la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Comme le souligne R. Degni-Segui,

«c'est la fonction primordiale du maintien de la paix qui est transférée de la sphère de compétence de chacun des États membres à celle du Conseil de sécurité» (117).

Il appartient donc au Conseil de prendre des mesures en la matière (118). Ces mesures, il les a bel et bien prises dans sa résolution 687 (119). Au regard de ce principe, on ne saurait admettre une interprétation extensive du paragraphe 33 de la résolution qui permettrait aux États à s'ériger en «policiers armés internationaux» pour faire respecter la résolution 687.

Il convient à présent d'ouvrir la seconde partie de notre étude et d'établir que la pratique pertinente du Conseil de sécurité en la matière confirme notre interprétation.

II. — LA PRATIQUE SUBSÉQUENTE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

28. Nous analyserons d'abord certaines déclarations de son Président afin de répondre à l'argumentation développée par les partisans d'une automaticité du recours à la force en cas de violation de la résolution 687 par

(116) Charte des Nations Unies, art. 24 § 1 :

«Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom».

(117) DEGNI-SEGUI, R., «L'article 24 § 1 et 2», in *La Charte des Nations Unies : commentaire article par article*, Paris, Economica, 1991, p. 450; voir également CAPOTORTI, F., «Cours général de droit international public», *R.C.A.D.I.*, 1994, IV, vol. 248, pp. 302 et s.

(118) Voir également Charte des Nations Unies, art. 39 :

«Le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux Articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales».

(119) Voir en ce sens PALCHETTI, P., «L'uso della forza contro l'Iraq : la ris. 678 (1990) legittima ancora l'azione militare degli Stati?», *Rivista di diritto internazionale*, 1998, fasc.2, p. 473.

le gouvernement iraquien. Ensuite, nous établirions que les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité viennent confirmer nos précédentes interprétations, et principalement celle de la résolution 687.

1. — *Les déclarations du Président
du Conseil de sécurité*

29. Pour justifier leurs raids aériens entrepris contre Bagdad, les États-Unis et la Grande-Bretagne vont rapidement se fonder sur une argumentation élaborée en deux volets (120). Premièrement, ils invoquent une interprétation extensive de la résolution 687 selon laquelle cette dernière ne mettrait pas fin à l'autorisation de recourir à la force contre l'Iraq. Deuxièmement, ils s'appuient sur des déclarations du Président du Conseil de sécurité dans lesquelles celui-ci constate des « violations patentes et inacceptables » de la résolution 687 (121) et met en garde le gouvernement iraquien contre les « graves conséquences » auxquelles il s'exposerait s'il venait à manquer à ses obligations (122). Ces déclarations constitueraient une sorte de bénédiction du Président du Conseil de sécurité faisant à chaque fois renaître l'habilitation de recourir à la force conférée par la résolution 678.

Cependant, comme nous l'avons déjà souligné précédemment, la résolution 687 — et plus particulièrement son paragraphe 33 — ne peut souffrir d'une interprétation extensive.

Il convient à présent de démontrer par ailleurs que les déclarations du Président du Conseil de sécurité ne peuvent nullement être interprétées comme autorisant implicitement les États qui ont coopéré avec le Koweït à recourir à la force contre l'Iraq.

30. À l'occasion de différentes déclarations, le Président du Conseil de sécurité, après avoir constaté diverses entraves de l'Iraq à l'accomplissement ses obligations découlant de la résolution 687, conclut que :

« [c]es restrictions constituent une violation patente et inacceptable de la résolution 687 (1991), [...]. Le Conseil de sécurité met en garde le Gouvernement iraquien, comme il l'a fait à cet égard par le passé, contre les *graves conséquences* auxquelles il s'exposerait s'il venait à manquer à ses obligations » (123) (nous soulignons).

(120) Ce type d'argument a particulièrement été invoqué en 1993, voir GRAY, C., o.c., p. 155; Conférence de presse du porte-parole de la Maison Blanche, Washington, 13 janvier 1993, in WELLER, M., o.c., p. 739, § 15; également *Le Monde*, 22-23 février 1998, p. 3.

(121) Voir par exemple, les déclarations du Président du Conseil de sécurité, 8 janvier 1993, S/25081 et 11 janvier, S/25091.

(122) *Ibidem*.

(123) Déclaration du Président du Conseil de sécurité, 8 janvier 1993, S/25081; voir en termes similaires les déclarations du Président du Conseil de sécurité, 6 juillet 1992, S/24240; 11 janvier 1993, S/25091; 28 juin 1993, S/26006; 29 octobre 1997, *Documents d'actualité internationale*, n° 24, 15 décembre 1997, p. 865, § 425.

En premier lieu, on pourrait s'interroger sur les pouvoirs du Président du Conseil à prendre des mesures coercitives au titre du Chapitre VII de la Charte (124). Comme le souligne C. Gray (125) les résolutions du Conseil ne peuvent avoir la même valeur juridique que des déclarations de son Président. Le but premier de la déclaration présidentielle est de permettre de faire connaître rapidement la position du Conseil de sécurité tout en masquant les désaccords entre ses membres (126) et en évitant, de la sorte, de longues discussions. Il est difficilement admissible qu'une décision aussi grave que celle de l'autorisation de recourir à la force soit prise par le biais d'une simple déclaration du Président du Conseil. Dans le cadre d'un recours à la force, le consentement de la majorité des États membres du Conseil de sécurité — et très certainement celui des membres permanents — doit être clairement établi par un vote formel.

31. En second lieu, comme nous l'avons déjà rappelé l'usage de la force est illicite en droit international (127). Une autorisation quant à son utilisation ne peut donc être déduite implicitement d'une déclaration du Président du Conseil de sécurité. En l'espèce, d'une part, aucun terme clair de la résolution ne fait référence à une quelconque habilitation d'user de la force. À l'instar de la résolution 678, le Président ne déclare pas qu'il « autorise les États à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter » la résolution 687. De l'autre, et contrairement à ce que soutiennent les partisans d'une automaticité du recours à la force, l'expression « graves conséquences » ne peut raisonnablement être interprétée comme signifiant une autorisation pour les États membres de recourir à la force (128). À la lumière du texte des déclarations du Président et également des précédents du Conseil de sécurité (129), il y a lieu de comprendre que ce dernier met en garde le gouvernement iraquien quant au fait que le Conseil lui-même n'hésitera pas à prendre à nouveau des mesures graves, éventuellement coercitives. Le sens ordinaire du texte des déclarations du Président n'implique certainement pas que les États sont automatiquement — sans décision préalable du Conseil — autorisés à recourir à la force.

32. Cette interprétation nous semble par ailleurs confirmée par deux autres déclarations du Président du Conseil de sécurité. Tout d'abord, en février 1992, après avoir constaté une violation permanente et substantielle

(124) Voir TAVERNIER, P., « Les déclarations du Président du Conseil de sécurité », *A.F.D.I.*, 1993, pp. 86 et s.

(125) En ce sens GRAY, C., *o.c.*, p. 155.

(126) TAVERNIER, P., *o.c.*, pp. 98-99; voir également Michael C. WOOD, « Security Council working methods and procedure : Recent Developments », *I.C.L.Q.*, January, part 1, 1996, p. 154.

(127) Charte des Nations Unies, art. 2 § 4.

(128) En ce sens GRAY, C., *o.c.*, p. 155; HIGGINS, R., « International Law and The Avoidance Containment and Resolution of Disputes : General Course on Public International Law », *R.C.A.D.I.*, 1991, V, vol. 230, p. 330.

(129) Voir Rés. (1990) S/678, 29 novembre 1990 et Rés. S/686 (1991), 2 mars 1991.

de certaines dispositions de la résolution 687 suite au manque de coopération des autorités iraqiennes en matière de désarmement, le Président souligne :

«[o]r l'une des conditions préalables indispensables à toute reconsidération par le Conseil, conformément aux paragraphes 21 et 22 de sa résolution 687 (1991), des interdictions visées dans ces paragraphes est que l'Iraq convienne inconditionnellement de s'acquitter de ses obligations» (130).

Le Président indique donc bien que le non-respect par l'Iraq de ses obligations a pour conséquence le maintien de l'embargo à son encontre, et non pas une rupture automatique du cessez-le-feu. Plus tard, en novembre 1992, il déclare également que

«[c]ompte tenu des observations relatives au comportement de l'Iraq, et *sans préjudice de nouvelles décisions que le Conseil de sécurité pourrait prendre sur la question de l'application de ses résolutions pertinentes par l'Iraq*, le Conseil s'est senti en droit de conclure que l'Iraq ne s'est acquitté, jusqu'ici, que sélectivement et partiellement des obligations qu'il lui a imposées» (131) (nous soulignons).

En d'autres termes, le Conseil de sécurité a en effet constaté que le gouvernement de Bagdad ne remplissait pas ses obligations au titre de la résolution 687, mais il précise bien que cette constatation ne porte pas atteinte à son pouvoir de prendre de nouvelles mesures.

Par conséquent, on ne peut admettre que les déclarations précitées du Président du Conseil de sécurité habilitaient les États à mener des frappes aériennes contre l'Iraq.

2. — *Les résolutions adoptées ultérieurement par le Conseil de sécurité concernant l'Iraq*

33. Dans cette partie, nous analyserons, d'une part, les résolutions liées à l'établissement ou au respect de la démarcation de la frontière irako-koweïtienne et, de l'autre, celles liées à d'autres violations de la résolution 687 — plus particulièrement celles relatives aux entraves de l'Iraq au travail de l'UNSCOM. Nous établirons que les premières confirment notre interprétation du paragraphe premier de la résolution 687 et que les secondes confirment notre interprétation des paragraphes 33 et 34 de la résolution 687.

1. *Le contrôle du respect de l'inviolabilité de la frontière irako-koweïtienne*

34. Tout au long des travaux de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït, le Conseil de sécurité a rappelé, à plusieurs reprises et par une

(130) Déclaration du Président du Conseil de sécurité, 19 février 1992, S/23609.

(131) Déclaration du Président du Conseil de sécurité, 23 novembre 1992, S/24836, § 32.

formule presque identique, qu'il était le garant de l'inviolabilité de cette frontière et qu'il appartenait à lui seul de prendre les mesures appropriées.

Cette attitude est clairement exprimée dans sa résolution 833 (132) par laquelle le Conseil de sécurité constate la conclusion des travaux de la Commission de démarcation. En effet, il y :

«[s]ouligne et réaffirme sa décision de garantir l'inviolabilité de la frontière internationale que la Commission a maintenant délimitée de manière définitive et de prendre, selon qu'il conviendra, toutes les mesures nécessaires à cette fin conformément à la Charte des Nations Unies, comme stipulé au paragraphe 4 de la résolution 687 (1991) et au paragraphe 4 de la résolution 773 (1992)» (133).

Par ailleurs, lors du déploiement massif de troupes iraqiennes le long de la frontière irako-koweïtienne en octobre 1994 (134), le Conseil de sécurité va pleinement remplir sa mission de garant de cette frontière en adoptant la résolution 949 (135). Dans cette dernière, le Conseil de sécurité commence en

«[r]appelant toutes les résolutions pertinentes qu'il a adoptées précédemment, et [en] réaffirmant les résolutions 678 (1990) du 29 novembre 1990, 686 (1991) du 2 mars 1991, 687 (1991) du 3 avril 1991, 689 (1991) du 9 avril 1991 et 833 (1993) du 27 mai 1993, en particulier le paragraphe 2 de la résolution 678 (1990)» (136) (nous soulignons).

Puis, il

«[c]ondamne le récent déploiement des forces militaires iraqiennes en direction de la frontière avec le Koweït» (137),

et il exige notamment que l'Iraq retire ses unités militaires de la région et qu'il coopère avec la Commission spéciale des Nations Unies (138). Enfin, il

«[d]écide de rester activement saisi de la question» (139).

35. L'ensemble de ces dispositions appelle certains commentaires.

(132) Rés. S/833 (1993), 27 mai 1993, adoptée à l'unanimité.

(133) Rés. S/833 (1993), 27 mai 1993, § 6; voir également Rés. S/773 (1992), 26 août 1992, § 4 et Rés. S/806 (1993), 5 février 1993, § 1^{er} :

«[Le Conseil de sécurité] souligne le fait qu'il a garanti l'inviolabilité de la frontière internationale susmentionnées et sa décision de prendre, selon qu'il conviendra, toutes les mesures nécessaires à cette fin conformément à la Charte des Nations Unies, comme stipulé au paragraphe 4 de la résolution 687 (1991); [...]».

(134) *Supra*, p. 3; voir également TAVERNIER, P., «L'année des Nations Unies 24 décembre 1993 — 23 décembre 1994 : questions juridiques», *A.F.D.I.*, 1994, p. 565; COTTEREAU, G., «Rebondissement d'octobre en Iraq : la résolution 949 du Conseil de sécurité (15 octobre 1994)», *A.F.D.I.*, 1994, pp. 175-177.

(135) Rés. S/949 (1994), 15 octobre 1994, adoptée à l'unanimité.

(136) Rés. S/949 (1994), 15 octobre 1994, 1^{er} considérant.

(137) Rés. S/949 (1994), § 1.

(138) Rés. S/949 (1994), §§ 2 à 5.

(139) Rés. S/949 (1994), § 6.

Premièrement, le fait pour le Conseil de sécurité de réaffirmer la résolution 678 démontre, selon nous, qu'il faut une intervention positive de ce dernier pour que l'habilitation de recourir à la force puisse à nouveau sortir ses effets.

Deuxièmement, cette résolution confirme également notre interprétation selon laquelle la résolution 678 autorisait le recours à la force uniquement pour libérer le Koweït et non pas pour assurer le respect de la résolution 687 (140). En effet, il est frappant de constater que c'est l'unique cas — depuis l'adoption de la résolution 687 — où le Conseil rappelle et réaffirme l'habilitation de la résolution 678 et, ce, dans un contexte similaire, à savoir à un moment où les troupes iraqiennes risquaient très probablement d'envahir à nouveau le Koweït. Le Conseil de sécurité avertit, les mêmes causes entraînant les mêmes effets: si l'Iraq attaque son voisin, les États coopérant avec le Koweït pourront y répondre par la force, comme en 1991.

L'interprétation de la résolution 949 pose cependant certaines difficultés. En effet, s'il est vrai que le Conseil réaffirme son autorisation de recourir à la force armée, en même temps il précise qu'il demeure saisi de la question. On peut se demander, face à ses deux affirmations, ce qui se serait passé si l'Iraq avait réellement envahi le Koweït pour une seconde fois: certains États auraient peut-être invoqué la réaffirmation de la résolution 678 pour intervenir militairement immédiatement, d'autres auraient peut-être exigé une nouvelle résolution du Conseil en ce sens. L'histoire ne nous donnera pas de réponse puisque la crise a été dénouée lorsque l'Assemblée nationale iraquienne a confirmé la reconnaissance irrévocable et sans réserve par l'Iraq de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Koweït (141).

36. Cependant, au cours des discussions portant sur la résolution 949, certaines déclarations penchaient plutôt pour une nouvelle décision du Conseil. Ainsi, le représentant russe souligne que:

«[...] le projet de résolution ne comporte pas de dispositions qui pourraient servir de justifications à une attaque aérienne ou au recours à la force» (142).

Le représentant français précise quant à lui qu'

«[i] reviendrait au Conseil de sécurité de se saisir de toute action de l'Iraq susceptible de constituer un manquement à la présente résolution. Dans le cas où le Conseil serait conduit à prendre une telle décision, l'Iraq sait les sérieuses conséquences auxquelles il s'exposerait» (143).

(140) *Supra*, p. 5.

(141) TAVERNIER, P., «L'année des Nations Unies 24 décembre 1993 — 23 décembre 1994 : questions juridiques», *o.c.*, p. 565.

(142) C.S., 15 octobre 1994, S/PV. 3438, 4.

(143) C.S., 15 octobre 1994, S/PV. 3438, 6; voir également les déclarations du représentant de la Nouvelle-Zélande, C.S., 15 octobre 1994, S/PV. 3438, 10.

En d'autres termes, c'est au Conseil de sécurité que revient la tâche d'adopter de nouvelles mesures, éventuellement coercitives, pour répondre à toute nouvelle provocation iraquienne.

La position américaine est, en revanche, beaucoup plus ambiguë puisque la représentante américaine déclare :

«[p]our terminer je voudrais assurer le Conseil que conformément aux résolutions du Conseil et à l'article 51 de la *Charte des Nations Unies*, mon gouvernement prendra toutes les mesures qui s'imposent si l'Iraq ne se conforme pas aux exigences de la présente résolution» (144) (nous soulignons).

Bien évidemment, les États-Unis entendent par «toutes les mesures appropriées» l'utilisation de la force armée sans attendre de nouvelle résolution (145). La représentante américaine semble cependant fonder cette action tant sur les résolutions du Conseil que sur la légitime défense. Le fondement d'une probable action américaine n'était pas clairement établi. Il faut cependant admettre qu'en cas de nouvelle agression du Koweït et à défaut de nouvelle mesure prise par le Conseil de sécurité, rien n'aurait empêché les États-Unis d'intervenir militairement et d'invoquer la légitime défense collective, pour autant bien sûr que le gouvernement koweïtien lui ait lancé un appel à l'aide (146) — ce qui, en pratique, n'aurait guère fait de doute.

37. Au travers de ces différents précédents du Conseil de sécurité, nous constatons donc que ce dernier a réaffirmé, à plusieurs reprises et sans ambages, qu'il lui appartenait à lui seul de garantir l'inviolabilité de la frontière iraquo-koweïtienne, de décider des mesures appropriées et enfin d'autoriser éventuellement le recours à la force. Ces résolutions confirment clairement notre interprétation du paragraphe premier de la résolution 687, selon laquelle toute nouvelle violation de la frontière ne peut plus l'objet d'une intervention des États membres agissant individuellement sous le couvert de la résolution 678.

Il convient à présent de se pencher sur d'autres résolutions du Conseil de sécurité qui portent plus particulièrement sur le refus de Bagdad de coopérer avec les inspecteurs de l'UNSCOM.

2. *Les résolutions du Conseil de sécurité suite aux diverses réticences du gouvernement iraquien de coopérer avec l'UNSCOM*

38. La plupart des résolutions adoptées par le Conseil ces dernières années touchent pour l'essentiel aux réticences voir aux refus de l'Iraq de coopérer avec les inspecteurs de l'UNSCOM. Comme nous allons le consta-

(144) C.S., 15 octobre 1994, S/PV. 3438, 6.

(145) Voir *Keesing's Record of World Events*, vol. 40, n° 10, octobre 1994, p. 40255.

(146) Quant à cette exigence, voir C.I.J., *Affaire des Activités militaires. et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, 27 juin 1986, *Rec.* 1986, p. 105, § 199.

ter, face à cette attitude de l'Iraq le Conseil de sécurité s'est attaché à répéter qu'il entendait prendre des mesures en vue de faire respecter la résolution 687. De la sorte, cette prise de position au conseil de sécurité vient confirmer notre interprétation selon laquelle les États ne peuvent pas se contenter d'invoquer une violation du cessez-le-feu pour justifier une action coercitive autonome.

Tout d'abord, dans sa résolution 707 du 15 août 1991, après avoir constaté que le manquement de l'Iraq à certaines de ses obligations constitue une violation patente de la résolution 687, le Conseil de sécurité souligne qu'il reste

«[d]éterminé à assurer le plein respect de la résolution 687 (1991), et en particulier de sa section C [relative aux contrôle et à la destruction des armes chimiques et biologiques de l'Iraq]» (147), et qu'il

«[d]écide de rester saisi de la question» (148) (nous ajoutons).

Les termes de cette résolution nous semblent clairs: au titre de sa responsabilité du maintien de la paix et la sécurité internationales, seul le Conseil peut décider des mesures appropriées pour assurer le respect par l'Iraq de ses obligations.

39. Mais ce sont sans doute les résolutions adoptées tout récemment qui sont les plus explicites et principalement les résolutions 1154 du 2 mars 1998 et 1205 du 5 novembre 1998.

En octobre 1997, le gouvernement de Bagdad refuse l'accès de certains sites — les sites dits «présidentiels» — aux inspecteurs de l'UNSCOM. Les États-Unis, suivis de la Grande-Bretagne, menacent Bagdad de frappes aériennes (149).

Différentes résolutions seront adoptées, dont la résolution 1137 par laquelle le Conseil de sécurité condamne l'attitude du gouvernement de Bagdad, prend une série de mesures et dans laquelle il

«[e]xprime sa ferme intention de prendre d'autres mesures, selon qu'il conviendra, pour assurer l'application de la présente résolution» (150).

Par cette disposition, le Conseil affirme une fois de plus qu'il appartient à lui seul d'entreprendre les mesures qui s'avèreraient nécessaires, comme il l'avait déjà clairement formulé au paragraphe 34 de la résolution 687.

(147) Rés. S/707 (1991), 15 août 1991, 13^e considérant.

(148) Rés. S/707 (1991), § 6.

(149) Voir *Keesing's Record of World Events*, vol. 43, n° 10, octobre 1997, p. 41888; *Keesing's Record of World Events*, vol.43, n° 11, novembre 1997, p. 41938; *Keesing's Record of World Events*, vol.43, n° 12, décembre 1997, p. 41980; *Keesing's Record of World Events*, vol.44, n° 1, janvier 1998, p. 42042; DE LA GORGE, P.-M., «Les déconvenues de la croisade américaine contre Bagdad», *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, p. 8.

(150) Rés. S/1137 (1997), 12 novembre 1997, § 8.

40. La crise des «sites présidentiels» sera dénouée quelques mois plus tard, en mars 1998, par la conclusion d'un Mémorandum d'accord entre le Vice-premier Ministre de l'Iraq et le Secrétaire général des Nations Unies ainsi que par l'adoption de la résolution 1154 (151). Dans cette dernière, après avoir entériné le Mémorandum conclu par le Secrétaire général, le Conseil de sécurité souligne notamment que :

«[...] toute violation [de la résolution 687] aurait de très graves conséquences pour l'Iraq» (152); Et il conclut en

«[d]écid[ant], conformément aux responsabilités que lui confère la Charte, de demeurer activement saisi de la question, de façon à assurer l'application de la présente résolution et à préserver la paix et la sécurité dans la région» (153) (nous ajoutons).

Le texte de la résolution nous semble clair (154). D'une part, par l'expression «graves conséquences», le Conseil avertit l'Iraq qu'il est prêt à intervenir en adoptant des mesures coercitives si l'Iraq venait à violer à nouveau la résolution 687. Comme nous l'avons déjà souligné précédemment à propos des déclarations du Président du Conseil de sécurité, une autorisation de recourir à la force ne peut être déduite implicitement de ces termes (155). D'autre part, par les termes du paragraphe 5, le Conseil indique sans équivoque qu'il lui appartiendra éventuellement de prendre les mesures appropriées pour garantir l'application de la résolution 1154.

Cette interprétation est confirmée par diverses déclarations faites lors de la session du Conseil relative à cette résolution. La majorité des États n'ont en effet eu de cesse de déclarer que toute idée de recours à la force sans autorisation préalable du Conseil de sécurité était exclue. Trois membres permanents du Conseil font d'ailleurs des déclarations claires à ce propos (156).

41. Ainsi, le représentant chinois souligne que

«[...]l'adoption de ce projet de résolution ne signifie en aucun cas que le Conseil de sécurité autorise automatiquement un État à recourir à la force contre l'Iraq» (157).

De même, le représentant de la France indique clairement :

«[qu'] il s'agissait de *confirmer* les prérogatives du Conseil de sécurité d'une manière qui exclut toute idée d'automatisme» (158) (nous soulignons).

(151) Rés. S/1154 (1998), 2 mars 1998, adoptée à l'unanimité.

(152) Rés. S/1154 (1998), 2 mars 1998, § 3.

(153) Rés. S/1154 (1998), 2 mars 1998, § 5.

(154) Voir également l'opinion de TORELLI, M., «Le nouveau défi irakien à la communauté internationale : la dialectique des volontés», *R.G.D.I.P.*, 1998/2, pp. 435 et s.

(155) *Supra*, n° 31.

(156) TORELLI, M., «Le nouveau défi irakien à la communauté internationale : la dialectique des volontés», *o.c.*, p. 454.

(157) C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 14; voir également dans le même sens les déclarations des représentants du Costa-Rica, (5-6), du Kenya (10) et de la Fédération de Russie (18).

(158) C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 15.

Et il poursuit en précisant que :

«[c]'est au Conseil de sécurité d'apprécier le comportement d'un pays, de faire le cas échéant, le constat d'éventuelles violations et d'arrêter en conséquence ses décisions» (159).

Quant à la Russie, son représentant déclare que :

«[I]a résolution énonce clairement que c'est précisément le Conseil de sécurité qui devra directement assurer son application, y compris l'adoption de décisions appropriées. Ainsi, on a exclu tout automatisme dans le recours à la force; *ce serait inacceptable pour la majorité des membres du Conseil*» (nous soulignons).

Mais ces trois membres permanents ne sont pas les seuls à s'être prononcés aussi clairement quant à cette question. Ainsi, le représentant du Brésil note également que

«[d]epuis le début des consultations officieuses sur ce projet de résolution, ses coauteurs nous ont assurés qu'ils n'avaient pas l'intention d'introduire une forme d'automatisme dans l'autorisation du recours à la force en cas de violation par l'Iraq de ses engagements» (160).

De même, le représentant kenyan souligne :

«[...] nous voulons qu'il soit pris acte de notre conviction, fondée sur les assurances qui nous ont été données par les auteurs que le projet ne contient rien qui puisse ouvrir la voie, à aucun moment, à aucun type de mesure sans l'autorisation claire du Conseil de sécurité» (161).

Non seulement ces propos sont clairs quant au sens du vote de ces pays, mais de plus ils indiquent l'interprétation que les auteurs de la résolution — dont la Grande-Bretagne (162) — ont assuré donner.

42. Les États-Unis ont, par contre et comme à l'accoutumée, fait une déclaration ambiguë après l'adoption de la résolution; déclaration qu'ils se sont empressés de préciser dans un entretien à la presse le lendemain. Ainsi, le représentant américain a déclaré que :

«[t]oute tentative — je répète: toute tentative — par l'Iraq de ne pas accorder un accès immédiat, inconditionnel et sans restrictions à un site quelconque, comme le stipule la résolution, aurait les conséquences les plus graves pour l'Iraq» (163).

Ces propos, tenus lors de la session du Conseil de sécurité, ne permettent évidemment pas de déduire clairement que les États-Unis estiment qu'ils ont un droit d'action armée automatique, c'est-à-dire sans nouvelle inter-

(159) *Ibidem*, 15-16.

(160) C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 7.

(161) C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 10; voir également en ce sens les déclarations du représentant du Costa Rica et du Japon, C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 5 et 11.

(162) Voir TORELLI, M., «Le nouveau défi irakien à la communauté internationale : la dialectique des volontés», *o.c.*, p. 453.

(163) C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 17.

vention du Conseil. Cependant, le lendemain de l'adoption de la résolution, Washington déclarait estimer avoir *de facto* obtenu la confirmation d'un droit de représailles armées automatique (164). Le porte-parole de la Maison Blanche expliquait par ailleurs que l'utilisation de la force avait été autorisée par la résolution 678 puis par la résolution 687 et il concluait que «rien dans la nouvelle résolution n'interdit ou n'altère d'aucune manière [le droit des États-Unis d'utiliser la force]» (165).

Cette affirmation est contraire non seulement au texte clair de la résolution — et notamment à son paragraphe 5 — mais également à l'interprétation donnée par la majorité des membres du Conseil. Rappelons qu'il s'agit ici de dégager la volonté d'un organe et non pas celle de plusieurs États concernant un texte. En outre, il faut souligner que la position américaine n'a été précisée que postérieurement à l'adoption de la résolution. Cette position américaine n'est certainement pas opposable aux États membres de l'ONU et en agissant de la sorte, les États-Unis ont, à notre avis, une attitude difficilement compatible avec l'exigence de bonne foi (166). En effet, d'une part, même s'ils ne se sont pas formellement engagés à ne pas recourir automatiquement à la force lors de l'élaboration du projet de la résolution 1154 (167), ils ont laissé croire — comme le font apparaître les déclarations des représentants du Brésil et du Kenya — qu'il n'y aurait en aucun cas d'action coercitive sans nouvelle décision du Conseil. D'autre part, ils portent indirectement atteinte au droit de veto des autres membres permanents du Conseil, puisqu'en faisant une telle déclaration postérieurement à l'adoption de la résolution, ils empêchent les autres membres permanents de marquer leur désapprobation à une telle interprétation par l'exercice d'un vote négatif. Et nous pensons que certains États n'auraient pas hésité à faire usage de leur droit de veto, et notamment la Russie qui avait précisé, avant l'adoption de la résolution 1154, que toute nouvelle action devait être «entreprise strictement dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations Unies» (168). On notera par ailleurs que, dans différentes déclarations faites à la presse, la France avait également clairement indiqué que l'automatisme d'une frappe militaire n'était pas acceptable (169). Enfin, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a lui-même

(164) *Le Monde*, 5 mars 1998, p. 3.

(165) *Ibidem*.

(166) Charte des Nations Unies, art. 2§ 2 :

«Les Membres de l'Organisation afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de Membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la présente Charte».

(167) TORELLI, M., «Le nouveau défi irakien à la communauté internationale : la dialectique des volontés», *o.c.*, p. 452.

(168) Déclaration commune France/Russie, Moscou, 1^{er} novembre 1997, *Documents d'actualité internationale*, n° 24, 15 décembre 1997, p. 866, § 426 (annexe 22).

(169) Entretien avec Président de la République, Jacques Chirac, Paris, 26 février 1998, *Documents d'actualité internationale*, n° 7, 1^{er} avril 1998, p. 216, § 105.

déclaré que toute frappe militaire menée contre Bagdad nécessiterait au préalable un accord du Conseil de sécurité (170).

43. Il faut donc conclure que la résolution 1154 ne prévoit aucun droit individuel de représailles armées, sans nouvelle intervention du Conseil de sécurité, en cas de non respect par Bagdad de ses obligations. Cette résolution s'inscrit dans la droite ligne de la résolution 687 : elle confirme notre interprétation des paragraphes 33 et 34 de cette résolution selon laquelle il est mis définitivement fin à l'autorisation de recourir à la force. On notera également que la formulation du cinquième paragraphe de la résolution 1154 est presque identique à celle du paragraphe 34 de la résolution 687. Et cela n'a certes pas échappé aux divers représentants des États au sein du Conseil de sécurité. Ainsi, le représentant brésilien, rappelant précisément les paragraphes 33 et 34 de la résolution 687, conclut :

«[...] que la question de la mise en œuvre des conditions d'un cessez-le-feu avec l'Iraq reste fermement du ressort de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité» (171).

Cette interprétation est par ailleurs confirmée par l'adoption récente de la résolution 1205 (1998) (172). Elle s'inscrit également suite au refus de l'Iraq de coopérer avec les inspecteurs de l'UNSCOM (173). Par cette résolution, le Conseil de sécurité :

«1. *Condemns* the decision by Iraq of 31 October 1998 to cease cooperation with the Special Commission as a flagrant violation of resolution 687 (1991) and other relevant resolutions; [...]

6. *Decides*, in accordance with its primary responsibility under the Charter for the maintenance of international peace and security, to remain actively seized of the matter».

Ce texte s'inscrit dans la lignée des résolutions 687 et 1154 : le Conseil de sécurité, tout en constatant une violation de la résolution 687, rappelle qu'il appartient à lui seul de prendre les mesures appropriées. Il ne prévoit aucune autorisation pour les États d'user de la force contre l'Iraq.

Cette interprétation ressort très clairement des propos tenus par la majorité des représentants des États lors de la session du Conseil de sécurité. À nouveau, deux membres permanents (174) déclareront, avant le vote, que la résolution ne prévoit aucune automaticité du recours à la force, la majorité des autres membres du Conseil suivant cette interprétation. De l'autre côté, la Grande-Bretagne et les États-Unis tiendront des discours opposés, mais après l'adoption de la résolution.

(170) *Le Monde*, 10 mars 1998, p. 5.

(171) C.S., 2 mars 1998, S/PV.3858, 7.

(172) Rés. S/1205 (1998), 5 novembre 1998, adoptée à l'unanimité.

(173) Durant cet été, l'Iraq a à nouveau refusé de coopérer avec les inspecteurs des Nations Unies, voir notamment *Le Monde*, 7 août 1998, p. 4 et *Le Monde*, 8 août 1998, p. 4.

(174) La Chine ne s'est pas prononcée sur la question lors de la session du Conseil de sécurité.

44. Le représentant russe souligne ainsi que la résolution

«ne contient aucun terme pouvant être arbitrairement interprété comme une sorte de d'autorisation de recourir à l'emploi de la force» (175).

De même, le représentant de la France indique que :

«[L]e texte que nous allons adopter rappelle enfin sans ambiguïté, dans son dernier article, ce que sont les responsabilités et les prérogatives du Conseil de sécurité pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales et donc d'évaluer à tout moment les situations et *en tirer les conséquences*» (176) (nous soulignons).

Quant à la Suède, au Brésil et au Kenya, leurs représentants respectifs soulignent que s'ils émettent un vote affirmatif, c'est précisément parce que le paragraphe 6 de la résolution ne contient

«aucune indication laissant entendre qu'il pourrait déboucher sur une quelconque initiative sans l'autorité claire et précise du Conseil de sécurité» (177).

Cependant, la Grande-Bretagne et les États-Unis tiennent un discours qui n'est pas sans rappeler certaines thèses auxquelles nous avons précédemment répondu. Ainsi, le représentant britannique précise

«[qu'il] est bien établi que l'autorisation de recourir à la force que le Conseil a accordé en 1990 peut être renouvelée si le Conseil estime qu'il y a eu un non-respect suffisant grave des conditions de cessez-le-feu définies par le Conseil» (178).

À nouveau, cette interprétation est en complète contradiction avec celle qui a été retenue par un certain nombre de membres du Conseil lors des discussions relatives à son adoption mais aussi avec les termes des résolutions précédemment adoptées, dont les résolutions 687 et 1154. En outre, il faut souligner que ces déclarations ont été faites après l'adoption de la résolution en question. Comme nous l'avons déjà souligné, nous estimons que ce comportement est contraire au principe de bonne foi (179) et qu'ils ne peuvent imposer leur interprétation comme étant celle voulue par le Conseil de sécurité. De la sorte, ils privent les autres membres permanents de faire éventuellement usage de leur droit de veto pour empêcher que l'on puisse interpréter aussi extensivement la résolution. Le fait pour les États-Unis et la Grande-Bretagne de faire part de leur interprétation après l'adoption de la résolution les prive, à notre avis, de faire valoir une interprétation de la résolution en totale contradiction avec celle de la majorité des membres du Conseil, et de surcroît plusieurs membres permanents.

(175) C.S., 5 novembre 1998, S/PV.3939, 4.

(176) C.S., 5 novembre 1998, S/PV.3939, 3.

(177) Déclaration du représentant du Kenya, C.S., 5 novembre 1998, S/PV.3939, 7; voir également en ce sens les déclarations des représentants de Suède et du Brésil, C.S., 5 novembre 1998, S/PV.3939, 6 et 7.

(178) C.S., 5 novembre 1998, S/PV.3939, 11; voir également les propos plus ambigus tenus par le représentant américain, C.S., 5 novembre 1998, S/PV.3939, 11.

(179) Charte des Nations Unies, art. 2§ 2.

45. Tout cela n'a bien entendu pas privé les États-Unis et la Grande-Bretagne d'intervenir militairement en Iraq, en décembre 1998, suite au rapport négatif transmis par le chef de l'UNSCOM, Richard Butler. Ils ont déclaré que le but poursuivi était « d'attaquer les programmes d'armement nucléaires, chimiques et biologiques de l'Iraq et sa capacité militaire à menacer ses voisins » (180) et ils ont également invoqué la violation de la résolution 687 (181).

Le lecteur aura compris qu'à notre avis et au terme de l'ensemble de notre analyse, cette action militaire ne peut se fonder sur aucune résolution du Conseil de sécurité. Il convient bien entendu de se pencher sur les réactions des autres membres permanents face à ces bombardements.

Tout d'abord, la Chine et la Russie ont très fermement condamné ces frappes militaires. Le gouvernement russe a même décidé de suspendre la ratification du traité de désarmement, Start II (182). Quant à la France, sa position est quelque peu fluctuante. Ainsi, avant les bombardements, le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, répondant à la question de savoir s'il faudrait une nouvelle résolution des Nations Unies avant une frappe, déclare sans équivoque :

« Le Conseil de sécurité est saisi. C'est lui qui va examiner la situation et en tirer les conséquences » (183).

Plus tard, après les premières frappes aériennes, le premier ministre français indiquera quant à l'usage de la force :

« [il] faut une décision des Nations Unies, car c'est cette institution qui dit le droit international, c'est elle qui représente la communauté internationale de nations. Ceci est pour nous d'une grande importance. Il faut, c'est une réalité, une résolution du Conseil de sécurité. Pour leur part, les États-Unis estiment en l'occurrence s'être fondés sur une résolution ; mais il n'en reste pas moins que la question de principe reste très importante pour nous » (184).

De même, le Ministre des Affaires étrangères expliquera que

« [l]a non-coopération avec l'UNSCOM exposait l'Iraq à une action militaire du fait de ses dirigeants ; les autorités de Bagdad en étaient parfaitement averties, les résolutions du Conseil de sécurité comportaient toutes la formule indiquant que les violations exposeraient l'Iraq à de très graves conséquences étaient très claires sur ce point. *Toutefois, la France ne peut pas ne pas regretter la façon dont le Conseil de sécurité a été privé de la possibilité de débattre normalement du rapport de l'UNSCOM ; [...]* » (185) (nous soulignons).

(180) Voir le discours du président des États-Unis, William Clinton sur le site internet <http://state.gov/www/regions/nea/usquotes.html>, ainsi que les propos tenus par le premier ministre britannique, Tony Blair, sur le site internet <http://special.fco.gov.uk/news/newspage.asp?1837>.

(181) *Ibidem*.

(182) *Le Monde*, 19 décembre 1998, p. 4.

(183) Déclaration du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, 16 décembre 1998, site internet <http://www.france.diplomatie.fr/iraq.html>.

(184) Entretien du premier ministre, Lionel Jospin, avec la chaîne de télévision « CBS News-world », 17 décembre 1998, <http://www.france.diplomatie.fr/iraq.html>.

(185) Réponse du Ministre des Affaires étrangères, Hubert Vedrine, 17 décembre 1998, <http://www.france.diplomatie.fr/iraq.html>.

46. Ces différentes déclarations indiquent la position diplomatique embarrassée de la France : d'une part, elle ne pouvait pas condamner ouvertement les frappes militaires, sous peine de se voir qualifiée d'alliée de Saddam Hussein ; de l'autre, approuver les bombardements aurait impliqué un reniement des principes de base de la diplomatie française en la matière, à savoir que le Conseil de sécurité reste l'organe central pour le règlement du problème iraquien (186). Nous ne pensons cependant pas que cette attitude politique remette en cause notre interprétation — au travers notamment des déclarations françaises faites lors de l'adoption des résolutions — selon laquelle en cas de violation par l'Iraq de la résolution 687, les États n'ont pas de droit individuel et automatique d'user de la force.

Au-delà de la question de la légalité de l'intervention américaine et britannique, cette dernière traduit cependant très certainement une nouvelle forme de blocage dans l'action du Conseil de sécurité. Alors que, durant la « guerre froide », on assistait à des actions armées unilatérales en l'absence de résolution, à présent les mêmes États invoquent une résolution en se prévalant d'une interprétation particulière de cette dernière.

47. Il convient donc de conclure que, par la résolution 687, le Conseil de sécurité a définitivement mis fin à l'habilitation conférée par la résolution 678. Ce dernier a en effet adopté, au travers des différentes dispositions que nous avons mis en lumière, une série de mesures excluant à l'avenir une intervention armée autonome des États. Cette interprétation est par ailleurs confirmée par la pratique subséquente du Conseil de sécurité et principalement par les résolutions adoptées tout récemment, à savoir les résolutions 1154 et 1205. L'intervention militaire américaine et britannique, à la fin de l'année 1998, ne dément pas notre interprétation qui se fonde sur l'analyse de la volonté du Conseil de sécurité.

Au-delà de la démonstration que nous avons faite, il convient de s'interroger sur l'étendue des pouvoirs du Conseil de sécurité. Plus exactement, si l'on admettait que la résolution 678 puisse encore être invoquée actuellement, le Conseil de sécurité peut-il ainsi adopter une résolution autorisant le recours à la force de façon indéterminée dans le temps ?

III. — CONCLUSIONS : QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION DE LA VALIDITÉ DES RÉOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DANS LE TEMPS

48. L'étude que nous venons de faire quant à la possibilité pour les États d'invoquer la résolution 678 pour justifier d'actions militaires contre l'Iraq après l'adoption de la résolution 687 ouvre le débat sur une autre question

(186) Voir *Le Monde*, 18 décembre 1998, p. 4.

non négligeable : combien de temps une période d'autorisation d'emploi de la force armée conférée par le Conseil de sécurité conserve-t-elle sa validité ? Ou plus exactement, peut-on admettre que le Conseil de sécurité adopte une résolution autorisant l'usage de la force armée de façon illimitée dans le temps et qui, par conséquent, nécessiterait l'adoption d'une nouvelle résolution pour y mettre un terme, cette résolution risquant de se voir opposer un éventuel veto (187) ?

En vertu de l'article 24 de la Charte, le Conseil de sécurité se voit reconnaître la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les États ont ainsi transmis à ce dernier la compétence de constater l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et de décider des mesures à prendre (188). D'autre part, on sait également que les États ne peuvent pas recourir à l'emploi de la force dans leurs relations internationales, à l'exception de la légitime défense ou d'une action coercitive décidée par le Conseil de sécurité. Le droit international ne tolère que des dérogations ponctuelles à l'interdiction d'user de la force. Par conséquent, si le Conseil de sécurité adoptait une résolution par laquelle il autorise des États à recourir à la force de façon indéterminée *ratione temporis* ou *ratione materiae*, d'une part, ce dernier abandonnerait les responsabilités qui lui ont été conférées par la Charte puisqu'il n'exercerait plus de contrôle sur le ou les actions armées entreprise(s) et, de l'autre, il irait à l'encontre du principe de l'interdiction de l'emploi de la force dans les relations internationales en permettant ainsi que, dans certains cas, les États soient en situation de conflit permanent.

49. Il est vrai cependant que la Charte reconnaît au Conseil un pouvoir discrétionnaire en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales (189).

Plus précisément, l'article 42 prévoit que le Conseil de sécurité

« peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de Membres des Nations Unies » (nous soulignons).

(187) Un tel veto ne priverait pas le Conseil de sécurité d'autoriser une action coercitive, il l'empêcherait d'y mettre fin. Il s'agit du concept de « veto inversé » ; voir à ce propos, CARON, D., « The Legitimacy of the Collective Authority of the Security Council », *A.J.I.L.*, 1993, p. 577 ; COTTEREAU, G., *o.c.*, p. 180 ; DAILLIER, P., « L'action de l'O.N.U. : élargissement et diversification de l'intervention des Nations Unies », in *Le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies*, Colloque de Rennes, S.F.D.I., Paris Pédone, 1995, p. 147.

(188) DEGNI-SEGUI, R., « L'article 24 », *o.c.*, p. 450.

(189) DEGNI-SEGUI, R., « L'article 24 », *o.c.*, p. 460, WECKEL, P., « Le Chapitre VII de la Charte et son application par le Conseil de sécurité », *A.F.D.I.*, 1991, p. 166, § 1.

Ainsi, une habilitation donnée par le Conseil de sécurité aux États d'user de la force pour rétablir la paix et la sécurité internationales est parfaitement couverte par les termes de cette disposition (190).

Partant de la considération que le Conseil de sécurité dispose d'un pouvoir discrétionnaire en matière de paix et de sécurité internationales, on pourrait déduire que rien n'empêche le Conseil de constater, par exemple, que l'Iraq constitue un danger pour la paix et la sécurité internationales et d'autoriser en conséquence les États à recourir à la force en fixant des objectifs très larges. Comme nous allons le démontrer dans les lignes qui suivent, cette thèse ne peut être admise ni au regard de la pratique du Conseil de sécurité dans d'autres précédents ni au regard des buts et des principes de la Charte des Nations Unies.

Dans d'autres hypothèses de celles de l'Iraq, le Conseil de sécurité a adopté une série de résolution par lesquelles il a autorisé les États à «user de tous les moyens nécessaires» pour assurer le respect des obligations qu'il fixait dans ses résolutions. Il est vrai que ces dernières ont été adoptées dans un contexte fort différent de la résolution 678: elles ne visaient pas à mettre fin à l'agression armée d'un État contre un autre. Cependant, s'agissant également de résolutions qui autorisent les États à user de la force, il convient de les prendre en compte en tant que précédents en la matière. On verra que, au-delà de la variété des situations concernées, le Conseil de sécurité exclut systématiquement une habilitation générale et illimitée qui autoriserait les États membres à recourir à la force de manière générale.

50. Par la résolution 770 (1992) (191), le Conseil de sécurité

«2. Exhorte les États à prendre [...] toutes les mesures nécessaires pour faciliter, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, l'acheminement [...] de l'assistance humanitaire [...];

(190) Voir notamment CORTEN, O. et KLEIN, P., *Droit d'ingérence ou obligation de réaction?*, Bruxelles, Bruylant, 2^e édition, 1996, p. 291, § 27; La majorité de la doctrine se prononce d'ailleurs en ce sens considérant que le Conseil de sécurité, outre les pouvoirs qui lui sont spécifiquement attribués aux Chapitres VI, VII, VIII et XII de la Charte, doit se voir reconnaître des pouvoirs implicites. Par conséquent, même en l'absence de conclusion d'accords spéciaux tel que le prévoit l'article 43, l'article 42 permet au Conseil de sécurité d'autoriser les États à recourir à la force; voir BOTHE, M., «Les limites des pouvoirs du Conseil de sécurité», in *Le développement du rôle du Conseil de sécurité peace-keeping and peace-building*, Colloque 21-23 juillet 1992, Académie de droit international de La Haye, Dordrecht/Boston/London, Martinus Nijhoff Publishers, 1993, p. 74; HIGGINS, R., o.c., p. 339; KERBRAT, Y., *La référence au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies dans les résolutions à caractère humanitaire du Conseil de sécurité*, Paris, L.G.D.J., 1995, pp. 72 et 73. Cette conception est en outre confirmée par la jurisprudence de la Cour Internationale de Justice, dans l'affaire *Certaines dépenses des Nations Unies*, avis consultatif, 20 juillet 1962, *Rec.*, 1962, p. 167 :

«[L]e Conseil de sécurité doit pouvoir agir suivant un autre article [que l'article 43] de la Charte. La Cour ne peut accepter une vue aussi limitée des pouvoirs que le Conseil de sécurité détient de la Charte. On ne peut pas dire que la Charte ait laissé le Conseil de sécurité impuissant en face d'une situation d'urgence, en l'absence d'accords conclus en vertu de l'article 43»

(191) Rés. S/770 (1992), 13 août 1992, adoptée par 12 voix, 3 abstentions (Chine, Inde et Zimbabwe).

4. Demande aux États de faire rapport au secrétaire général sur les mesures qu'ils prennent *en coordination avec l'Organisation des Nations Unies* pour appliquer la présente résolution, et *invite le secrétaire général à examiner de manière continue toutes nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires* pour assurer l'acheminement sans entrave des fournitures humanitaires [...]» (nous soulignons).

Il ne fait pas de doute que les termes «all measures necessary» couvrent une autorisation de recourir à une action coercitive (192). On constate cependant une tendance du Conseil de sécurité d'assurer un certain contrôle sur cette action (193). Il souligne notamment que les États doivent agir en coordination avec les Nations Unies et qu'ils doivent également tenir informé le Secrétaire Général.

Cette préoccupation du Conseil d'assurer une supervision des actions coercitives qui allaient être menées sur base des résolutions adoptées se marque de plus en plus dans les résolutions adoptées ultérieurement.

51. Ainsi, par sa résolution 794 (1992), le Conseil de sécurité:

«10. *Autorise* le Secrétaire général et les États membres, [...], agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, à *employer tous les moyens nécessaires* pour instaurer aussitôt que possible les conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie;

12. *Autorise également* le Secrétaire général et les États membres concernés à prendre les dispositions nécessaires de commandement et de contrôle unifiés des diverses forces [...];

13. *Prie* le Secrétaire général et les États membres, agissant conformément au paragraphe 10, d'établir *des mécanismes appropriés pour assurer la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les forces militaires desdits États*;

14. *Décide de nommer une commission ad hoc* composée de membres du Conseil de sécurité qui lui fera rapport sur l'application de la présente résolution;

15. *Invite le Secrétaire général à détacher un petit groupe de liaison* de l'Opération auprès du quartier général du commandement unifié sur le terrain; [...]

18. *Prie* le Secrétaire général et, en tant que besoin, les États concernés de *présenter régulièrement au Conseil de sécurité des rapports*, dont le premier sera établi 15 jours au plus tard après l'adoption de la présente résolution, sur l'application de la dite résolution et la réalisation de l'objectif consistant à instaurer des conditions de sécurité de manière à permettre au Conseil de prendre la décision nécessaire pour assurer promptement le passage à des opérations suivies de maintien de la paix» (194) (nous soulignons).

(192) Voir les déclarations des représentants de l'Equateur, de l'Inde, du Zimbabwe, de la Grande-Bretagne, du Venezuela, de la France et de la Chine, C.S., 13 août 1992, S/PV.3106, 9, 11, 16, 34, 43, 47 et 51; voir pour les différentes résolutions énoncées ci-dessous les déclarations faites au cours des sessions du Conseil de sécurité.

(193) Voir également Rés. S/787 (1992), 16 novembre 1992, adoptée par 13 voix et 2 abstentions (Chine et Zimbabwe).

(194) Rés. S/794 (1992), 4 décembre 1992, § 10.

La précision et la longueur de ces dispositions soulignent le souci du Conseil d'assurer un contrôle des actions qui seront conduites par les États sous le couvert de cette résolution.

52. Ce souci se traduit également au travers d'autres résolutions, telles que la résolution 816 (1993) relative à la Bosnie-Herzégovine (195) ou encore la résolution 929 (1994) relative au Rwanda (196). Par cette dernière, le Conseil de sécurité :

«4. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, autorise les États Membres *coopérant avec le Secrétaire général* à mener l'opération décrite au paragraphe 2 ci-dessus, en employant *tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs humanitaires* énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de la résolution 925 (1994)» (nous soulignons).

Aux paragraphes suivants, le Conseil limite cette autorisation à une période de deux mois (197) et prie les États de se coordonner étroitement avec la MINUAR (198) et de présenter régulièrement des rapports (199).

Il nous semble que ces différents exemples traduisent clairement la volonté du Conseil de maintenir son autorité sur les actions qui seront menées sur la base de son autorisation. *A contrario*, une autorisation illimitée de recourir à la force est exclue. Ce critère ressort également des discussions relatives à l'adoption de ces résolutions.

53. Ainsi, lors des discussions relatives à l'adoption de la résolution 770, les trois États qui s'abstiennent de voter expliquent leur comportement par le manque de contrôle du Conseil de sécurité quant aux actions militaires qui seront entreprises sous le couvert de l'autorisation. Le représentant de l'Inde précise :

«It is the view of my delegation that, in the present instance, it would be highly advisable — indeed, imperative — that the operation, which could involve the use of force, should be and should always remain under the command and control of the United Nations. [...] Indeed, we are prepared here and now to support and even co-sponsor a resolution invoking Chapter VII of the Charter so long as the resolution follows the Articles of that Chapter» (200).

(195) Rés. S/816 (1993), 31 mars 1993, adoptée par 14 voix et une abstention (Chine), §§ 4, 5, 7 et 8 : le Conseil de sécurité autorise les États membres à user de tous les moyens nécessaires uniquement sous l'autorité du Conseil de sécurité et moyennant une étroite coopération avec le Secrétaire général et la FORPRONU et il les prie de l'informer immédiatement de toute action entreprise en vertu de l'autorisation conférée par la résolution.

(196) Rés. S/929 (1994), 22 juin 1994, adoptée à l'unanimité; voir également la résolution 940 (1994), 31 juillet 1994, adoptée par 12 voix, et deux abstentions (Brésil et Chine), le Rwanda n'assistait pas à la séance.

(197) Rés. S/929 (1994), 22 juin 1994, § 4.

(198) Rés. S/929 (1994), 22 juin 1994, § 8.

(199) Rés. S/929 (1994), 22 juin 1994, § 10.

(200) C.S., 13 août 1992, S/PV. 3106, 12.

L'Inde considère donc que le respect de la Charte est assuré pour autant que le Conseil exerce un contrôle sur l'action menée par les États. La Chine et le Zimbabwe expliqueront de même leur abstention en considérant que le texte de la résolution 770 n'assure pas à suffisance le contrôle du Conseil de sécurité (201). Quant aux autres membres du Conseil de sécurité qui ont voté en faveur de la résolution, ils ne contestent en rien la nécessité d'assurer un contrôle, ils estiment au contraire que cette exigence est rencontrée par le texte de la résolution. Ainsi, le représentant belge souligne que :

«[...] cette possibilité de recourir à toutes les mesures nécessaires doit être soigneusement coordonnée. La résolution que nous venons d'adopter précise que les mesures doivent être prises en coordination avec les Nations Unies et que le Secrétaire général et, à travers lui, le Conseil de sécurité, doivent en être périodiquement informés» (202).

54. Cette tendance d'être assuré d'un contrôle du Conseil se traduit encore plus nettement au travers de discussions relatives à la résolution 794. L'adoption de cette dernière à l'unanimité s'explique par la précision et l'importance de ses dispositions. Ainsi, même si la Chine reste toujours réticente quant à une autorisation de recourir à la force, son représentant explique que :

«[...] le projet de résolution incorpore quelques opinions raisonnables de nombreuses délégations, y compris la délégation chinoise, concernant des questions telles que le renforcement du contrôle des Nations Unies sur l'opération que mèneront les pays concernés [...], il demeure nécessaire que le Secrétaire général et le Conseil de sécurité soient maîtres des décisions concernant le contrôle et la durée de ces opérations» (203).

Les représentants du Zimbabwe et de l'Inde expliqueront également leur vote favorable par le fait que la résolution garantit une supervision importante des Nations Unies (204). D'autres États, tels que l'Équateur, la Belgique ou encore le Cap Vert vont également souligner l'importance de cet élément de contrôle (205). Mais l'intervention du représentant autrichien est sans aucun doute la plus marquante :

«Cette nouvelle mesure audacieuse s'inscrit dans la suite des mesures déjà prises récemment par le Conseil de sécurité au titre de ses résolutions 678 (1990), 688 (1991) et 770 (1992). Le 3 avril 1991, [...], j'ai mentionné les leçons que l'on pourrait peut-être tirer du conflit du Golfe et de la réaction de l'ONU. Une de mes suggestions était qu'il fallait examiner de plus près les mesures d'application des décisions des Nations Unies. Bien que cela n'ait jamais été

(201) Déclarations des représentants du Zimbabwe et de la Chine, C.S., 13 août 1992, S/PV. 3106, 16 et 51.

(202) C.S., 13 août 1992, S/PV. 3106, 44-45 ; voir également les déclarations de l'Équateur, C.S., 13 août 1992, S/PV. 3106, 8.

(203) C.S., 3 décembre 1992, S/PV. 3145, 16-17.

(204) Voir les déclarations des représentants du Zimbabwe et de l'Inde, C.S., 3 décembre 1992, S/PV. 3145, 7 et 12.

(205) Voir les déclarations des représentants de l'Équateur, du Cap Vert et de la Belgique, C.S., 3 décembre 1992, S/PV. 3145, 13, 21 et 23-24/25.

fait de façon systématique, la résolution que nous venons d'adopter fait état de façon pragmatique d'un certain nombre d'éléments importants» (206).

Cette déclaration du représentant autrichien traduit clairement l'évolution qui s'est marquée dans les termes des résolutions adoptées par les Conseil de sécurité. L'ensemble des États semblent en effet considérer aujourd'hui qu'une autorisation donnée aux États d'user de tous les moyens nécessaires — et donc de la force — est conforme à la Charte uniquement si elle est entourée de limites précises et de mécanismes de contrôle des Nations Unies (207). Ces exigences sont purement et simplement incompatibles avec une habilitation générale ou illimitée.

55. Il nous semble, par ailleurs, qu'une résolution par laquelle le Conseil de sécurité autoriserait l'emploi de la force de façon illimitée dans le temps serait incompatible avec le principe de l'interdiction du recours à la force (208). D'autre part, une telle résolution remettrait aussi en cause tout le système édifié par la Charte (209). L'article premier de la Charte cite comme premier but des Nations Unies «maintenir la paix et la sécurité internationales». Admettre une action coercitive illimitée serait tout le contraire. De plus, on peut difficilement considérer que les États, en décidant d'une action la plus grave — le recours à la force armée —, admettent qu'ils ne puissent plus jamais y mettre fin. Comme nous l'avons déjà souligné, il suffirait qu'un État oppose son veto à l'adoption de la résolution mettant fin à l'autorisation de l'usage de la coercition pour que tout espoir de résoudre un conflit disparaisse. Il ne nous semble pas que tel était l'intention des auteurs de la Charte. Comme le soulignait le juge Bedjaoui,

«En faisant tenir à la paix la tête de l'affiche, les Nations Unies ont répondu au souci d'afficher d'emblée leur idéologie et leur philosophie» (210).

56. Que conclure de l'ensemble de cette étude? Tout d'abord, les actions militaires menées contre l'Iraq par les États-Unis et la Grande-Bretagne ne peuvent être justifiées par aucune résolution du Conseil. Nous avons pour cela examiné chronologiquement et en détail tant les textes mêmes des résolutions que l'intention du Conseil de sécurité au travers des procès-verbaux de ses sessions.

Ensuite, l'invocation par les États-Unis et la Grande-Bretagne de la résolution 678 (1990) pour justifier de leurs bombardements sur Bagdad ouvre

(206) C.S., 3 décembre 1992, S/PV. 3145, 31-32; voir également en ce sens les déclarations du représentant de la Hongrie, C.S., 3 décembre 1992, S/PV. 3145, 47-48.

(207) En ce sens, CORTEN, O. et KLEIN, P., «L'autorisation de recours à la force à des fins humanitaire : droit d'ingérence ou retour aux sources?», *J.E.D.I.*, 1993, p. 530 § 38.

(208) Charte des Nations Unies, art. 2, § 4.

(209) LE BOUTHILLIER, Y., et MORIN, M., «Réflexions sur la validité des opérations entreprises contre l'Iraq au regard de la Charte des Nations Unies et du droit canadien», *A.C.D.I.*, 1991, p. 178.

(210) BEDJAOUI, M., «L'article premier», in *La Charte des Nations Unies : commentaire article par article*, Paris, Economica, 1991, pp. 24 et 25.

une question plus large : celle de la validité dans le temps d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant certains États à recourir à la force. Comme nous l'avons constaté, la pratique du Conseil et celle des États établissent l'exigence d'entourer une autorisation de la force armée de limites précises et d'un contrôle des Nations Unies. Elles démontrent que le Conseil de sécurité ne pourrait adopter une résolution autorisant les États à user de la force de façon indéterminée dans le temps.

Notre étude a également permis de rappeler la difficile dialectique qui oppose parfois les prises de position politiques et juridiques. A cet égard, la récente attitude de la France nous semble constituer un bel exemple.

Décembre 1998.

ANNEXE 1

Résolution 678 (1990) du 29 novembre 1990

Le Conseil de sécurité,

Rappelant et réaffirmant ses résolutions 660 (1990) du 2 août 1990, 661 (1990) du 6 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990) du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990, 669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990, 674 (1990) du 29 octobre 1990 et 677 (1990) du 8 novembre 1990.

Notant que, en dépit de tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, l'Iraq refuse de s'acquitter de son obligation d'appliquer la résolution 660 (1990) et les résolutions pertinentes susmentionnées adoptées ultérieurement, défiant ouvertement le Conseil,

Ayant à l'esprit les devoirs et les responsabilités que la Charte des Nations Unies lui assigne pour ce qui est de veiller au maintien et à la préservation de la paix et de la sécurité internationales,

Résolu à faire pleinement respecter ses décisions,

Agissant en application du Chapitre VII de la Charte,

1. *Exige* que l'Iraq se conforme pleinement à la résolution 660 (1990) et à toutes les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement et, sans revenir sur aucune de ses décisions, décide, en signe de bonne volonté, d'observer une pause pour lui donner une dernière chance de le faire ;

2. *Autorise* les États Leibes qui coopèrent avec le Gouvernement koweïtien, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées conformément au paragraphe 1 ci-dessus, à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) et toutes les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement et pour rétablir la paix et la sécurité internationale dans la région ;

3. *Demande* à tous les États d'apporter l'appui voulu aux mesures envisagées au paragraphe 2 ci-dessus ;

4. *Demande* aux États concernés de tenir le Conseil de sécurité régulièrement au courant des dispositions qu'ils prendront en application des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ;

5. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée par 12 voix contre 2 (Cuba, Yémen), avec une abstention (Chine).

ANNEXE 2

Résolution 686 (1991) du 2 mars 1991

Le Conseil de sécurité,

Rappelant et réaffirmant ses résolutions 660 (1990) du 2 août 1990, 661 (1990) du 6 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990) du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990, 669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990, 674 (1990) du 29 octobre 1990, 677 (1990) du 28 novembre 1990 et 678 (1990) du 29 novembre 1990.

Rappelant les obligations que l'article 25 de la Charte des Nations Unies impose aux États Membres,

Rappelant également le paragraphe 9 de la résolution 661 (1990), relatif à l'assistance au Gouvernement du Koweït, ainsi que l'alinéa c) du paragraphe 3 de ladite résolution, relatif aux fournitures à usage strictement médical et, dans le cas où des considérations humanitaires le justifient, aux denrées alimentaires,

Prenant acte des lettres du Ministre des affaires étrangères de l'Iraq confirmant que l'Iraq accepte de se conformer intégralement à toutes les résolutions susmentionnées (S/22275), et annonçant qu'il a l'intention de libérer immédiatement les prisonniers de guerre (S/22273),

Notant que les forces koweïtiennes et celles des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990) ont suspendu les opérations militaires offensives,

Ayant à l'esprit la nécessité d'être assuré des intentions pacifiques de l'Iraq, ainsi que l'objectif, énoncé dans la résolution 678 (1990), du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région,

Soulignant qu'il importe que l'Iraq prenne les mesures voulues pour assurer la cessation définitive des hostilités,

Affirmant l'engagement de tous les États Membres en faveur de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq et du Koweït, et notant que les États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application du paragraphe 2 de la résolution 678 (1990) ont déclaré leur intention de mettre fin à leur présence militaire en Iraq dès que le permettra la réalisation des objectifs fixés dans ladite résolution,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Affirme* que les douze résolutions susmentionnées demeurent toutes pleinement applicables ;

2. *Exige* que l'Iraq mette en application son acceptation des douze résolutions considérées et, en particulier :

- a) Qu'il revienne immédiatement sur les mesures qu'il a prises en vue d'annexer le Koweït ;
- b) Qu'il accepte en principe d'être responsable, selon le droit international, de toute perte, de tout dommage ou de tout préjudice subis, s'agissant du Koweït

et d'États tiers ainsi que de leurs nationaux et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégales du Koweït par l'Iraq ;

- c) Qu'il libère immédiatement, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés de la Croix-Rouge ou des sociétés du Croissant-Rouge, tous les nationaux du Koweït et d'États tiers qu'il détient, et qu'il rende les dépouilles mortelles de ceux qui, parmi ces derniers, sont décédés ;
- d) Qu'il commence immédiatement à restituer tous les biens koweïtiens qu'il a saisis, et fasse en sorte que ce processus se termine dans les meilleurs délais ;

3. *Exige également* que l'Iraq :

- a) Mettre fin aux actes d'hostilité ou de provocation dirigés par ses forces contre tous les États Membres, y compris les attaques de missiles et les vols d'appareils militaires ;
- b) Désigne les commandants militaires qui rencontreront leurs homologues des forces koweïtiennes et de celles des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990), en vue de mettre au point dans les meilleurs délais les aspects militaires de la cessation des hostilités ;
- c) Fasse immédiatement donner accès à tous les prisonniers de guerre et les fasse libérer sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge et rende les dépouilles mortelles de tous membres décédés des forces koweïtiennes et de celles des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990) ;
- d) Fournisse tous les éléments d'information et l'assistance nécessaires pour identifier les mines, pièges et autres explosifs, ainsi que tous matériels et armes chimiques et biologiques irakiens se trouvant au Koweït, dans les régions de l'Iraq où sont temporairement déployées les forces des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990), et dans les eaux adjacentes ;

4. *Considère* que les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 678 (1990) continueront de s'appliquer durant la période requise pour l'application par l'Iraq des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ;

5. *Se félicite* que le Koweït et les États membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990) aient décidé de donner accès aux prisonniers de guerre irakiens et de commencer immédiatement à les libérer sous les auspices du Comité International de la Croix-Rouge, comme l'exigent les dispositions de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949 ;

6. *Demande* à tous les États Membres, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux autres organismes internationaux du système des Nations Unies de prendre toutes les mesures voulues pour coopérer avec le Gouvernement et avec le peuple koweïtiens à la reconstruction de leur pays ;

7. *Décide* que, quand il aura pris les mesures susmentionnées, l'Iraq le fera savoir au Secrétaire général et au Conseil de sécurité ;

8. *Décide également*, afin d'assurer rapidement une cessation définitive des hostilités, de rester activement saisi de la question.

Adoptée par 11 voix contre une (Cuba), avec 3 abstentions (Chine, Inde, Yemen).

ANNEXE 3

Résolution 687 (1991) du 3 avril 1991

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 660 (1990) du 2 août 1990, 661 (1990) du 6 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990) du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990, 669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990, 674 (1990) du 29 octobre 1990, 677 (1990) du 28 novembre 1990, 678 (1990) du 29 novembre 1990 et 686 (1991) du 2 mars 1991.

Se félicitant du rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Koweït, ainsi que du retour de son gouvernement légitime,

Affirmant l'engagement de tous les États Membres en faveur de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Koweït et de l'Iraq, et notant que les États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application du paragraphe 2 de la résolution 678 (1990) ont déclaré leur intention de mettre fin à leur présence militaire en Iraq dans les meilleurs délais, conformément au paragraphe 8 d la résolution 686 (1991),

Réaffirmant la nécessité d'être assuré des intentions pacifiques de l'Iraq, eu égard au fait qu'il a envahi et occupé illégalement le Koweït,

Prenant acte de la lettre, en date du 27 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères de l'Iraq et de ses lettres, en date du même jour, adressées au Président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général, ainsi que de celles qu'il leur a adressées le 3 mars et le 5 mars 1991 à la suite de l'adoption de la résolution 686 (1991),

Notant que l'Iraq et le Koweït, en tant qu'États souverains indépendants, ont signé à Bagdad, le 4 octobre 1963, le « Procès-verbal d'accord entre l'État du Koweït et la République d'Iraq concernant le rétablissement de relations amicales, la reconnaissance et des questions connexes » consacrant formellement la frontière entre l'Iraq et le Koweït et l'attribution des îles, instrument enregistré par l'Organisation des Nations Unies en conformité avec l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et dans lequel l'Iraq a reconnu l'indépendance et la pleine souveraineté de l'État du Koweït, délimité de la manière qui se trouve indiquée dans la lettre du Premier Ministre de l'Iraq en date du 21 juillet 1932 et qui a été acceptée par le souverain du Koweït dans sa lettre du 10 août 1932,

Conscient de la nécessité de procéder à la démarcation de ladite frontière,

Conscient également des déclarations par lesquelles l'Iraq a menacé de faire usage d'armes en violation des obligations que lui impose le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, ainsi que de son recours aux armes chimiques dans le passé, et affirmant que tout nouvel emploi de telles armes par l'Iraq aurait des conséquences graves,

Rappelant que l'Iraq a souscrit à la déclaration finale adoptée par tous les États réunis à la Conférence des États parties au Protocole de Genève de 1925 et autres

États intéressés tenue à Paris du 7 au 11 janvier 1989, déclaration qui a fixé comme objectif l'élimination universelle des armes chimiques et biologiques,

Rappelant également que l'Iraq a signé la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, en date du 10 avril 1972,

Notant qu'il importe que l'Iraq ratifie ladite convention,

Notant également qu'il importe que tous les États adhèrent à la Convention et encourageant les participants à la prochaine conférence d'examen de la Convention à renforcer l'autorité, l'efficacité et la portée universelle de cet instrument,

Soulignant qu'il importe que la Conférence du désarmement mène rapidement à bien l'élaboration d'une convention sur l'interdiction universelle des armes chimiques et que l'adhésion à cet instrument soit universelle,

Conscient que l'Iraq s'est servi de missiles balistiques pour des attaques non provoquées et qu'il importe de prendre des mesures à l'égard expressément des missiles de ce type déployés en Iraq,

Préoccupé par les informations dont disposent des États Membres, selon lesquelles l'Iraq a cherché à acquérir des matériaux en vue d'un programme d'armement nucléaire, contrevenant ainsi aux obligations que lui impose le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en date du 1^{er} juillet 1968,

Rappelant l'objectif que constitue la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient,

Conscient de la menace que toutes les armes de destruction massive font peser sur la paix et la sécurité dans la région, ainsi que de la nécessité de travailler à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte de telles armes,

Conscient également de l'objectif que constitue une maîtrise générale et équilibrée des armements dans la région,

Conscient en outre qu'il importe d'atteindre les objectifs susvisés et d'employer à cette fin tous les moyens disponibles, notamment l'instauration d'un dialogue entre les États de la région,

Notant que la résolution 686 (1991) a marqué la levée des mesures imposées par la résolution 661 (1990), pour autant qu'elles s'appliquaient au Koweït,

Notant également qu'en dépit de progrès dans l'exécution des obligations imposées par la résolution 686 (1991), on est encore sans nouvelles de nombre de nationaux du Koweït et d'États tiers et qu'il reste des biens à restituer,

Rappelant la Convention internationale contre la prise d'otages, ouverte à la signature à New York le 18 décembre 1979, qui range tous les actes de prise, d'otages parmi les manifestations du terrorisme international,

Déplorant que l'Iraq ait, au cours du récent conflit, menacé de recourir au terrorisme contre des objectifs situés en dehors du pays et qu'il ait pris des otages,

Prenant note avec une profonde inquiétude des rapports communiqués par le Secrétaire général les 20 et 28 mars 1991, et sachant qu'il faut d'urgence faire face aux besoins d'ordre humanitaire du Koweït et de l'Iraq,

Ayant présent à l'esprit l'objectif du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région, énoncé dans de récentes résolutions du Conseil de sécurité,

Estimant qu'il se doit de prendre, en vertu du Chapitre VII de la Charte, les mesures énoncées ci-après,

1. *Confirme* les dispositions des treize résolutions susvisées, sous réserve des modifications expresses ci-après qui visent à atteindre les buts de la présente résolution, y compris un cessez-le-feu en bonne et due forme;

A

2. *Exige* que l'Iraq et le Koweït respectent l'inviolabilité de la frontière internationale et l'attribution des îles fixées dans le «Procès-verbal d'accord entre l'État du Koweït et la République d'Iraq concernant le rétablissement de relations amicales, la reconnaissance et des questions connexes», signé à Bagdad le 4 octobre 1963 par les deux pays dans l'exercice de leur souveraineté et enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Prie* le Secrétaire général de prêter son concours afin que des dispositions puissent être prises avec l'Iraq et le Koweït pour procéder à la démarcation de la frontière entre les deux États en s'inspirant de la documentation appropriée, y compris les cartes accompagnant la lettre, en date du 28 mars 1991, qui lui a été adressée par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, et de lui rendre compte dans le délai d'un mois;

4. *Décide* de garantir l'inviolabilité de la frontière internationale susmentionnée et de prendre selon qu'il conviendra toutes mesures nécessaires à cette fin conformément à la Charte des Nations Unies;

B

5. *Prie* le Secrétaire général, après consultation de l'Iraq et du Koweït, de soumettre dans les trois jours à son approbation un plan concernant le déploiement immédiat d'un groupe d'observateurs des Nations Unies chargé de surveiller le Khor Abdullah et une zone démilitarisée, créée par la présente résolution et s'étendant sur 10 kilomètres à l'intérieur de l'Iraq et sur 5 kilomètres à l'intérieur du Koweït à partir de la frontière mentionnée dans le «Procès-verbal d'accord entre l'État du Koweït et la République d'Iraq concernant le rétablissement de relations amicales, la reconnaissance et des questions connexes» de prévenir des violations de la frontière par sa présence dans la zone démilitarisée et par la surveillance qu'il y exercera, et d'observer tout acte hostile ou potentiellement hostile commis à partir du territoire d'un État à l'encontre de l'autre, et prie également le Secrétaire général de rendre compte régulièrement au Conseil de sécurité des opérations du Groupe, et de le faire immédiatement s'il y a de graves violations de la zone ou des menaces potentielles à la paix;

6. *Note* que dès que le Secrétaire général aura fait savoir au Conseil que le Groupe d'observateurs des Nations Unies a achevé son déploiement, les forces des États Membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990) seront à même de mettre fin à leur présence militaire en Iraq conformément à la résolution 686 (1991);

C

7. *Invite* l'Iraq à réaffirmer inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, et à ratifier la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction en date du 10 avril 1972;

8. *Décide* que l'Iraq doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés, sous supervision internationale :

- a) Toutes les armes chimiques et biologiques et tous les stocks d'agents, ainsi que tous les sous-systèmes et composants et toutes les installations de recherche-développement, d'appui et de production dans ces domaines;
- b) Tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à cent cinquante kilomètres ainsi que tous les principaux composants et les installations de réparation et de production;

9. *Décide également* ce qui suit aux fins de l'application du paragraphe 8 :

- a) L'Iraq remettra au Secrétaire général, dans les quinze jours suivant l'adoption de la présente résolution, une déclaration précisant l'emplacement de tous les éléments énumérés au paragraphe 8, avec indication des quantités et des types, et acceptera qu'il soit procédé d'urgence à une inspection sur place comme il est indiqué ci-après;
- b) Dans les quarante-cinq jours suivant l'adoption de la présente résolution, le Secrétaire général, agissant en consultation avec les gouvernements intéressés et, lorsqu'il y aura lieu, avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, élaborera et soumettra à l'approbation du Conseil un plan prévoyant l'accomplissement des opérations ci-après dans les quarante-cinq jours suivant ladite approbation :
 - i) Constitution d'une commission spéciale qui procédera immédiatement à une inspection sur place des capacités biologiques et chimiques de l'Iraq et de ses capacités en missiles, en se fondant sur les déclarations iraqiennes, et désignation éventuelle, par la Commission spéciale elle-même, d'emplacements supplémentaires;
 - ii) Remise à la Commission spéciale, pour qu'elle les fasse détruire, enlever ou neutraliser, eu égard aux impératifs de la sécurité publique, de tous les éléments visés à l'alinéa a) du paragraphe 8, y compris les articles se trouvant dans les emplacements additionnels désignés par la Commission spéciale aux termes des dispositions du sous-alinéa i) ci-dessus, et destruction par l'Iraq, sous la supervision de la Commission spéciale, de toutes ses capacités en missiles, y compris les lanceurs visés à l'alinéa b) du paragraphe 8;
 - iii) Octroi par la Commission spéciale au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique du concours et de la coopération prévus aux paragraphes 12 et 13;

10. *Décide en outre* que l'Iraq doit s'engager inconditionnellement à n'employer, mettre au point, fabriquer ni acquérir aucun des éléments énumérés aux paragraphes 8 et 9 et prie le Secrétaire général d'élaborer, en consultation avec la Commission spéciale, un plan prévoyant pour la suite le contrôle et la vérification de l'exécution par l'Iraq des dispositions du présent paragraphe, plan qu'il soumettra

à l'approbation du Conseil de sécurité dans les cent vingt jours suivant l'adoption de la présente résolution;

11. *Invite* l'Iraq à réaffirmer inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en date du 1^{er} juillet 1968;

12. *Décide* que l'Iraq doit accepter inconditionnellement de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer, ni de sous-systèmes ou de composants, ni de moyens de recherche-développement, d'appui ou de production y ayant trait; de remettre au Secrétaire général et au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dans les quinze jours suivant l'adoption de la présente résolution, une déclaration précisant l'emplacement de tous les éléments énumérés ci-dessus, avec indication des quantités et des types; de placer tous matériaux en sa possession qui pourraient servir à la production d'armes nucléaires sous le contrôle exclusif de l'Agence pour qu'elle en assure la garde et l'enlèvement avec le concours et la coopération de la Commission spéciale, conformément au plan du Secrétaire général visé à l'alinéa *b*) du paragraphe 9; d'accepter, conformément aux arrangements prévus au paragraphe 13, qu'il soit procédé d'urgence à une inspection sur place et que soient détruits, enlevés ou neutralisés, selon le cas, tous les éléments précisés plus haut; et d'accepter le plan visé au paragraphe 13 touchant le contrôle et la vérification ultérieurs du respect des engagements ici prévus;

13. *Prie* le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, par l'intermédiaire du Secrétaire général et agissant avec le concours et la coopération de la Commission spéciale conformément au plan du Secrétaire général visé à l'alinéa *b*) du paragraphe 9, de procéder immédiatement à une inspection sur place des capacités nucléaires de l'Iraq en se fondant sur les déclarations iraqiennes et sur la désignation éventuelle par la Commission spéciale d'emplacements supplémentaires; d'élaborer et de soumettre au Conseil de sécurité, dans les quarante-cinq jours, un plan prévoyant la destruction, l'enlèvement ou la neutralisation, en tant que de besoin, de tous les éléments énumérés au paragraphe 12; de mener ce plan à bien dans les quarante-cinq jours suivant son approbation par le Conseil et d'élaborer par la suite, en tenant compte des droits et des obligations que confère à l'Iraq le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, un plan de contrôle et de vérification continus de l'exécution par l'Iraq des dispositions du paragraphe 12, qui prévoira un inventaire, en Iraq, de tous les matériaux nucléaires soumis à la vérification et aux inspections de l'Agence, le but étant d'assurer que les garanties de l'Agence s'appliquent bien à toutes les activités nucléaires auxquelles elles doivent s'appliquer en Iraq, ce plan devant être soumis à l'approbation du Conseil dans les cent vingt jours suivant l'adoption de la présente résolution;

14. *Note* que les mesures que doit prendre l'Iraq en application des paragraphes 8 à 13 représentent des étapes sur la voie de l'établissement au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs ainsi que vers une interdiction générale des armes chimiques;

D

15. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil un rapport sur les mesures prises pour faciliter la restitution de tous les biens koweïtiens saisis par l'Iraq, avec une liste de tous les biens que le Koweït aura signalés comme n'ayant pas été restitués ou n'ayant pas été restitués intacts;

E

16. *Réaffirme* que l'Iraq, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, qui seront traitées par les voies normales, est responsable, en vertu du droit international, de toute perte, de tout dommage — y compris les atteintes à l'environnement et la destruction des ressources naturelles — et de tous autres préjudices directs subis par des États étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères du fait de son invasion et de son occupation illicites du Koweït;

17. *Décide* que les déclarations faites par l'Iraq depuis le 2 août 1990 au sujet de sa dette extérieure sont nulles et de nul effet et exige que l'Iraq honore scrupuleusement toutes ses obligations au titre du service et du remboursement de sa dette extérieure;

18. *Décide également* de créer un fonds d'indemnisation pour les paiements dus au titre des réclamations relevant du paragraphe 16 et de constituer une commission qui sera chargée de gérer ledit fonds;

19. *Charge* le Secrétaire général d'élaborer et de soumettre à sa décision, dans les trente jours suivant l'adoption de la présente résolution, des recommandations ayant trait au fonctionnement du Fonds d'indemnisation créé en vertu du paragraphe 18 et à un programme d'application des décisions énoncées aux paragraphes 16 à 18, recommandations qui devront porter notamment sur les points suivants : la gestion du Fonds; le mode de calcul du montant approprié de la contribution de l'Iraq au Fonds, fondé sur un certain pourcentage de la valeur de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers, sans excéder une limite proposée au Conseil par le Secrétaire général et déterminée compte tenu des besoins du peuple iraquien, de la capacité de paiement de l'Iraq, évaluée avec le concours des institutions financières internationales eu égard aux charges afférentes au service de sa dette extérieure, et des exigences de l'économie iraquienne; les dispositions à prendre pour assurer le paiement des contributions au Fonds; les modalités d'affectation des sommes versées au Fonds et de paiement des montants dus au titre des réclamations; le mode approprié d'évaluation des préjudices et de recensement des réclamations et la méthode de vérification de la validité de ces dernières, ainsi que le mode de règlement des litiges sur le point de savoir si les réclamations relèvent de la responsabilité de l'Iraq au sens du paragraphe 16 et la composition de la Commission susvisée;

F

20. *Décide*, avec effet immédiat, que les interdictions énoncées dans sa résolution 661 (1990) et visant la vente ou la fourniture à l'Iraq de produits de base ou de marchandises autres que les médicaments et les fournitures médicales ainsi que les transactions financières connexes cessent de s'appliquer aux livraisons de denrées alimentaires notifiées au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolu-

tion 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït et, sous réserve de l'approbation du Comité, qui appliquera à cet effet la procédure simplifiée et accélérée d'«approbation tacite», aux produits et fournitures signalés au Secrétaire général dans le rapport du 20 mars 1991, comme étant de première nécessité pour la population civile ou qui seront désignés comme tels par le Comité après nouvelle évaluation des besoins d'ordre humanitaire;

21. *Décide* de revoir les dispositions du paragraphe 20 tous les soixante jours afin de déterminer, au vu de la politique et des pratiques suivies par le Gouvernement iraquien, notamment pour ce qui est de l'application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil, s'il y a lieu de limiter ou de lever les interdictions qui y sont visées;

22. *Décide également* que lorsqu'il aura approuvé le programme dont il demande l'établissement au paragraphe 19 et aura constaté que l'Iraq a pris toutes les mesures prévues aux paragraphes 8 à 13, les interdictions énoncées dans la résolution 661 (1990) touchant importation de produits de base et de marchandises d'origine iraquienne et les transactions financières connexes seront levées;

23. *Décide* en outre que tant que le Conseil de sécurité n'aura pas pris les décisions visées au paragraphe 22, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït aura le pouvoir d'approuver, s'il en est besoin pour procurer à l'Iraq les ressources nécessaires au financement des opérations visées au paragraphe 20, des dérogations à l'interdiction, d'importer des produits de base ou des marchandises d'origine iraquienne;

24. *Décide* que, conformément à sa résolution 661 (1990) et à ses résolutions ultérieures sur la question et jusqu'à ce qu'il en décide autrement, tous les États continueront d'empêcher la vente ou la fourniture à l'Iraq, ou les actes visant à favoriser ou faciliter la vente ou la fourniture à l'Iraq, ou par leurs nationaux ou depuis leurs territoires ou au moyen de navires ou d'aéronefs de leur pavillon :

- a) D'armes et matériels militaires de tous types, y compris en particulier la vente ou le transfert par d'autres moyens de matériel militaire classique de toutes sortes, à l'usage des forces paramilitaires notamment, et de pièces et éléments de rechange pour ce matériel, ainsi que des moyens de les fabriquer;
- b) D'articles visés et définis aux paragraphes 9 et 12 et ne relevant pas de l'énumération ci-dessus;
- c) De technologies cédées sous licence ou selon d'autres modalités de transfert et servant à la production, à l'utilisation ou au stockage d'articles visés aux alinéas a) et b);
- d) De personnel ou de matériel destinés à la prestation de services de formation ou d'appui technique portant sur la conception, la mise au point, la fabrication, l'utilisation, l'entretien ou la maintenance d'articles visés aux alinéas a) et b);

25. *Demande* à tous les États et organisations internationales de se conformer strictement au paragraphe 24, nonobstant l'existence de quelques contrats, accords, licences ou autres arrangements que ce soit;

26. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les gouvernements intéressés, d'établir dans un délai de soixante jours, pour approbation par le Conseil de sécurité, des directives visant à faciliter l'application intégrale des paragraphes 24, 25 et 27 à l'échelon international, de communiquer ces directives à

tous les États et d'arrêter la marche à suivre pour les mettre périodiquement à jour;

27. *Demande* à tous les États, pour assurer le respect des dispositions du paragraphe 24, d'exercer des contrôles et de prendre des dispositions à l'échelon national, et d'appliquer au besoin d'autres mesures conformes aux directives qui auront été établies par le Conseil comme le prévoit le paragraphe 26, et demande aux organisations internationales de prendre toutes les dispositions voulues pour aider à assurer le respect intégral desdites dispositions;

28. *S'engage* à revoir les décisions énoncées aux paragraphes 22 à 25, sauf pour ce qui concerne les articles visés et définis aux paragraphes 8 et 12, à intervalles réguliers et, en tout état de cause, cent vingt jours après l'adoption de la présente résolution, en tenant compte de la mesure dans laquelle l'Iraq se sera conformé à celle-ci et des progrès généraux accomplis vers la maîtrise des armements dans la région;

29. *Décide* que tous les États, y compris l'Iraq, prendront les mesures nécessaires pour qu'il ne puisse être fait droit à aucune réclamation présentée par les pouvoirs publics irakiens, par toute personne physique ou morale en Iraq ou par des tiers agissant pour son intermédiaire ou pour son compte et se rapportant à un contrat ou à une opération dont l'exécution aurait été affectée du fait des mesures décidées par le Conseil dans sa résolution 661 (1990) et ses résolutions connexes;

G

30. *Décide* qu'en conformité avec l'engagement qu'il a pris de faciliter le rapatriement de tous les nationaux du Koweït et d'États tiers, l'Iraq coopérera dans toute la mesure nécessaire avec le Comité international de la Croix-Rouge en lui communiquant des listes desdites personnes, en lui donnant accès à toutes ces personnes, quel que soit l'endroit où elles se trouvent ou sont détenues, et en facilitant ses recherches concernant tous les nationaux du Koweït et d'États tiers dont on ignore encore le sort;

31. *Invite* le Comité international de la Croix-Rouge à tenir le Secrétaire général informé, selon qu'il conviendra, de toutes les activités entreprises en vue de faciliter le rapatriement ou le retour de tous les nationaux du Koweït et d'États tiers qui se trouvaient en Iraq le 2 août 1990 ou après cette date ou, éventuellement, de leur dépouille mortelle;

H

32. *Exige* de l'Iraq qu'il informe le Conseil qu'il ne commentera ni ne facilitera aucun acte de terrorisme international et ne permettra à aucune organisation ayant pour but de perpétrer de tels actes d'opérer sur son territoire, et qu'il condamne catégoriquement tous actes, méthodes et pratiques de terrorisme et s'engage à ne pas y recourir;

I

33. *Déclare* que, dès que l'Iraq aura notifié officiellement au Secrétaire général et au Conseil de sécurité son acceptation des dispositions qui précèdent, un cessez-le-feu en bonne et due forme entrera en vigueur entre l'Iraq et le Koweït ainsi que les États Membres coopérant avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990);

34. *Décide* de rester saisi de la question et de prendre toutes nouvelles mesures qui s'imposeraient en vue d'assurer l'application de la présente résolution et de garantir la paix et la sécurité dans la région.

Adoptée par 12 voix contre une (Cuba), avec 2 abstentions (Équateur, Yémen).